

Focus Unicongo

Passage en revue des actualités de l'Union, toujours en première ligne dans la défense des intérêts du secteur privé congolais.

Les villes congolaises et le développement durable

Le développement urbain des dernières décennies a modifié le visage des villes du Congo. Analyse des conséquences de cette évolution.

Le traitement des déchets : un défi écologique et économique

Face à l'urgence sanitaire, le coût des infrastructures dédiées est un écueil à l'échelle du continent africain. Pourtant, de nombreuses initiatives locales et citoyennes existent.

SEPTEMBRE 2019 - N° 16

CongoEco

LE JOURNAL D'UNICONGO

© Madiba Nature



Dossier

RSE & DEVELOPPEMENT DURABLE

Les engagements des entreprises
en République du Congo !



Brooks Brothers

THE ORIGINAL AMERICAN BRAND

NON-IRON SHIRT "CHEMISE INFROISSABLE"



70 RUE MUSIQUE TAMBOURINÉE (CENTRE-VILLE) - BRAZZAVILLE, REP. DU CONGO

TEL: +242 04 403 0494 | +242 05 580 7345

EMAIL: BROOKSBROTHERS.CONGO@GMAIL.COM

CONTACTS UNICONGO
RELATIONS ADHÉRENTS - MEMBRES ASSOCIÉS - ADHÉSIONS

- Relations Adhérents BZV
+242 06 814 20 44
adherentsbzbv@unicongo.org
- Relations Adhérents PNR
+242 06 929 74 65
adherentspnr@unicongo.org

RELATIONS D'AFFAIRES & PARTENARIATS - ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES

- (FICHES SECTORIELLES, ÉTUDES DE MARCHÉS, MISES EN RELATIONS & RENDEZ-VOUS D'AFFAIRES) - **ÉVÉNEMENTIEL**
- Développement & Appui Recrutement
+242 06 611 10 73
developpement@unicongo.org

CONSEIL & ORIENTATION FISCALE, JURIDIQUE ET SOCIAL - DOCUMENTATION : TEXTES LÉGISLATIFS & RÉGLEMENTAIRES

- Études & Documentation
+242 06 621 56 68
documentation@unicongo.org

SERVICES DIVERS

- Règlements - Distribution Journal Congo Eco
- Administration
+242 06 841 04 07
secretariatbzbv@unicongo.org
et +242 06 629 59 06
secretariatpnr@unicongo.org

RECRUTEMENT

- Dépôt d'offres / candidatures
Site : www.emploi.cg
+242 06 611 10 73
recrutement@unicongo.org

FORMATION

- Analyse, besoins et inventaire des offres / Formation
+242 06 635 40 40
formation@unicongo.org

Site : unicongo.org



CHRISTIAN BARROS,
PRÉSIDENT D'UNICONGO

Chers adhérents et membres associés,
chers partenaires et lecteurs,

le numéro 16 que nous vous offrons, sept ans jour pour jour après la parution du tout premier numéro de *Congo Economie*, porte sur un dossier qui est d'actualité, la Responsabilité sociale des entreprises (RSE) et le développement durable.

Les entreprises actuelles, à la différence de celles de l'époque pré-industrielle qui étaient essentiellement artisanales ou marchandes et de celles issues de la révolution industrielle, sont confrontées à des défis majeurs sur le plan environnemental, social et éthique. De plus en plus, les entreprises intègrent d'une manière volontariste les préoccupations environnementales, sociales et éthiques dans leurs activités opérationnelles et leur stratégie managériale, à travers la RSE, dont la plupart des objectifs rejoignent ceux du développement durable.

Certaines entreprises membres d'Unicongo se sont engagées dans la mise œuvre de la RSE, volontairement ou dans le cadre des directives des groupes internationaux auxquels elles appartiennent. De ce fait, le sujet présente un intérêt et mérite que nous y apportions une attention particulière, d'autant plus que la RSE touche de plus en plus les entreprises de tous les secteurs, de toutes tailles et de toutes les formes juridiques. Elle intègre les relations entre les clients et leurs fournisseurs, notamment, les cahiers de charges entre les entreprises et leurs sous-traitants.

Les questions centrales de la RSE, telles que l'éthique à travers la loyauté des pratiques, les relations et conditions de travail, les communautés et le développement local, sont au cœur des préoccupations de nos membres. La grande manifestation d'Unicongo en matière de RSE est depuis plusieurs années, l'organisation de la Journée mondiale de la sécurité et la santé au travail (JMSST), dont l'édition 2019 organisée à Pointe-Noire le 26 avril 2019 sous le thème de « la sécurité et la santé au travail et l'avenir du travail ». Cette journée mondiale correspond également au lancement de différentes activités à Genève et à travers le monde, marquant les cent ans de l'Organisation internationale du travail (OIT), la plus ancienne des agences du système des Nations unies et la seule tripartite, dont les instances sont composées des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs des États membres.

CONGO ÉCONOMIE

CONGO ECO est une publication éditée par l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo.

PRÉSIDENT : Christian Barros
presidence@unicongo.org

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Jean-Jacques Samba
Tél. : +242 06 661 48 61
publicationjeco@unicongo.org

DIRECTION DE LA RÉDACTION :
Jean Banzouzi Malonga
Tél. : +242 05 557 02 03 /
06 985 41 79
jbmalonga@yahoo.fr

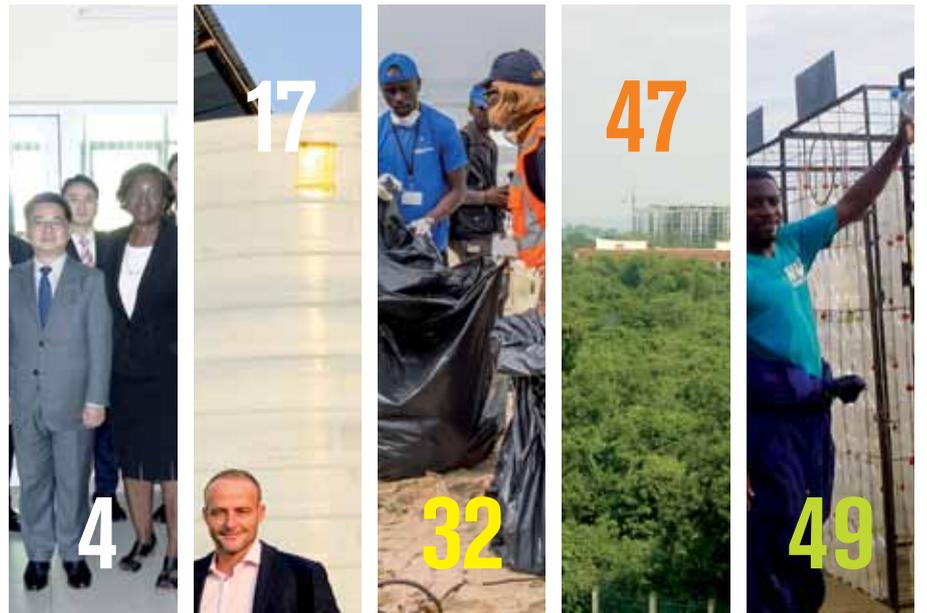
SECRÉTARIAT DE RÉDACTION :
Didier Bras

DIRECTION ARTISTIQUE :
Jean-Noël Dubois

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :
Jean Banzouzi Malonga, Didier Bras, Sara Danielle, Francis de Cardorelle, Jerémy Delegue, Joana Gomes, Audrey Madingou, Christian Herbert Massamba, Durlon Abiaga Ngome, Auxence Léonard Okombi, Patrice Passy, Jean-Jacques Samba.

PUBLICITÉ : Alizée Multi Presse
Jean-Marc Sand
jmsand33@gmail.com
Tél. : (+242) 06 663 13 90 /
05 774 14 74
(+33) 06 08 28 18 58

Sommaire



Focus sur Unicongo
4

Laser 8

Droit
Finance
Fiscalité

Le coin de l'entreprise
14

Bureau Véritas
Siat
Hippo-plastiques

Dossier
21

RSE et développement durable :
Les engagements des entreprises en République du Congo

Région
47

Les villes congolaises et le développement durable

Afrique
49

Le traitement des déchets : un défi écologique et économique

Intense mobilisation d'Unicongo sur le déficit du dialogue public-privé

JEAN-JACQUES SAMBA

Les neuf premiers mois de l'année 2019 ont été particulièrement marqués par l'intense mobilisation de l'Union, suite à la forte dégradation du climat des affaires. Cette dégradation est liée à certaines dispositions nouvelles de la loi de finances 2019 et du projet de code forestier, à la création et à l'augmentation des frais par le GUOT, l'institution de la nouvelle DPI en plus de la DI qui existe déjà, et à la création des droits de péage routier exorbitants comparativement aux tarifs de péage appliqués dans les autres pays africains. L'absence de dialogue préalable entre les pouvoirs publics et le secteur privé caractérise toutes les décisions prises, dont l'impact est très lourd sur l'activité et la viabilité des entreprises privées exerçant au Congo. Pourtant, le contexte économique et social très préoccupant – marqué par une forte réduction de l'activité économique, des investissements hors pétrole et de la demande intérieure, ayant entraîné entre autres, des nombreuses fermetures d'entreprises – devrait favoriser le dialogue public-privé. Ce dialogue

s'inscrirait évidemment dans le cadre d'un sursaut collectif de recherche de solutions idoines pour surmonter la crise.

Un véritable frein aux investissements

Il est à noter que le dialogue public-privé est un facteur indéniable de transparence et de confiance des acteurs du secteur privé exerçant déjà dans le pays, mais aussi d'assurance au niveau des investisseurs potentiels pour qui les risques d'insécurité juridique et fiscale sont parmi les facteurs déterminants de la décision d'investissement.

Le cadre du dialogue public-privé récemment institué ne privilégie malheureusement que les critères du classement Doing Business en ignorant les préoccupations spécifiques du secteur privé liées au contexte congolais, notamment :

- La multiplicité et la superposition des contrôles légaux et illégaux ;
- L'insécurité juridique et institutionnelle (confusion des missions entre administrations publiques) ;

- L'absence des textes d'application de nombreuses lois en vigueur et l'enchevêtrement des textes parfois contradictoires ;
- La parafiscalité illégale ;
- La confusion entre les lois et textes réglementaires émanant de diverses administrations ;

- L'utilisation des notes circulaires, des notes de service, des décrets et arrêtés en lieu et place des lois ;
- La non-mise en conformité de certaines lois nationales aux dispositions du droit de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada).

Face aux dérives graves de certaines administrations publiques qui harcèlent quotidiennement les entreprises privées et à leur impact sur l'activité desdites entreprises, l'Union a multiplié les actions d'alertes des pouvoirs publics, dont malheureusement le silence exaspère le secteur privé.

Le besoin urgent de dialogue public-privé qu'éprouve Unicongo est à la mesure des difficultés que traverse l'ensemble du secteur privé congolais, devant l'absence d'une perspective de début de sortie de la crise à court terme.

Unicongo a maintenu le cap en organisant la 10^e édition de la JMSST (Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail)

JOANA GOMES

Organisée par Unicongo et Total E&P Congo le vendredi 26 avril 2019, la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail (JMSST) a fêté cette année dix ans de célébration au Congo, à Pointe-Noire. Au Congo et dans de nombreuses parties du monde, les autorités nationales, les syndicats, les organisations d'employeurs ont organisé des activités pour célébrer cette journée dans le but de promouvoir la prévention des accidents et maladies professionnels.

Sponsorisé cette année par la Fédération des Mucodec, SN Plasco, Bolloré Transport & Logistics, Perenco, Searov Offshore, Globaline, le Port autonome de Pointe-Noire, la Chambre de commerce et d'industrie de Pointe-Noire, l'événement a rassemblé 50 entreprises parmi lesquelles les sociétés IGS Logistics, Accis 21, Maersk h2s, EDVT, VCF, Congo Terminal, SN Plasco, Seas Services, Bureau Veritas, Spie, Prezioso Congo, Sesi Congo, Codisco, Cides, Servtec, Ofis, Terratest, GNCAC, Lassarat, Scab, SGS, le Port autonome de Pointe-Noire, Ascoma, Ilogs Sa, Socofran CDE, NSIA, Boscongo, la Caisse nationale de Sécurité sociale, Dangote et Préviconsult.

Inspirée par le centenaire de l'Organisation internationale du travail (OIT) et les discussions sur l'avenir du travail, la Journée mondiale de la sécurité et de la



santé au travail s'est proposée cette année de faire le bilan d'un siècle d'efforts visant à améliorer la sécurité et la santé au travail et de se projeter dans le futur, en tenant compte des bouleversements majeurs liés aux innovations technologiques, à la démographie, à l'organisation du travail et au dérèglement climatique.

Près de 2 600 personnes étaient présentes pour visiter les stands et participer à des animations ludiques et pédagogiques autour du thème « Sécurité, santé et avenir au travail ». Le dynamisme des animateurs présents et la qualité des animations proposées ont été soulignés durant cette dixième édition.

Unicongo remercie une fois de plus l'ensemble des sponsors et sociétés participantes pour leur soutien et leur collaboration qui contribuent chaque année au succès de cette journée.





Deux visites remarquables des missions chinoises

JEAN-JACQUES SAMBA

Unicongo a reçu l'ONG chinoise Global Environmental Institute (GEI) le 15 mai 2019 à son siège de Brazzaville. Cette organisation non gouvernementale, en séjour au Congo du 13 au 15 mai 2019, a rencontré et discuté avec les parties prenantes congolaises concernées par l'exploitation et la gestion durable forestières sur leur compréhension des impacts actuels de l'investissement et du commerce chinois au Congo sur les forêts et les communautés locales. Il s'agit de relever que la trentaine d'entreprises du secteur est à plus des deux tiers composée d'entreprises asiatiques, majoritairement chinoises. Dans ses échanges avec Unicongo, cette mission a été informée de l'absence des sociétés chinoises parmi les membres de l'Union patronale congolaise, en dépit du fait que celles-ci sont majoritaires dans l'exploitation forestière au Congo et que la Chine est l'une des principales destinations des exportations congolaises de bois. Les sociétés chinoises, souvent épinglées par les ONG environnementales pour leurs pratiques d'exploitation forestière peu orthodoxes du point de vue de la gestion durable, sont des acteurs très actifs de l'exploitation forestière au Congo, au regard de leur forte présence dans le secteur. Cette visite d'une ONG environnementale chinoise au Gabon et au Congo – deux pays du bassin du Congo qui est le deuxième poumon de la planète après celui de l'Amazonie – est révélatrice du

défi écologique croissant de la Chine, compte tenu de son poids économique et démographique, et du rôle capital que doit jouer ce géant industriel dans la lutte contre la production des gaz à effet de serre. Confrontée aux conséquences de plus en plus graves de la pollution et du dérèglement climatique, la Chine, qui a pendant longtemps privilégié le développement économique « à marche forcée », notamment de son industrie, au détriment de l'environnement, s'affiche maintenant comme un acteur incontournable au niveau mondial pour la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique. Les efforts de la Chine visant à « décarboner » son économie, à lutter contre la pollution et le réchauffement climatique, se retrouvent dans l'ensemble de ses récentes initiatives économiques. Parallèlement, les citoyens chinois, dont les niveaux d'études et de vie ne cessent d'augmenter, exigent aujourd'hui que la croissance économique du pays ne soit plus synonyme de dégradation environnementale. Le fait que de nombreuses zones urbaines basses des grandes mégapoles chinoises telles que Shanghai et Canton soient vulnérables à la montée du niveau de la mer et au durcissement des conditions climatiques ajoute une dimension supplémentaire à la nécessité pour la Chine d'agir en faveur de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique.

**Particulier ou professionnel...
Vous avez un projet
immobilier ?**



GESTRIM Océan,
LEADER DE L'IMMOBILIER
DEPUIS PLUS DE 10 ANS,
EST À VOTRE DISPOSITION POUR
VOUS CONSEILLER ET VOUS ASSISTER
AVEC PROFESSIONNALISME.

Avec vous, avant, pendant et après votre projet immobilier
Nous assurons pour vous la gestion commerciale, administrative, comptable
et technique de votre patrimoine immobilier.
UN SEUL INTERLOCUTEUR POUR MIEUX VOUS CONNAITRE
DES CONSEILS TECHNIQUES ET JURIDIQUES
UNE PARFAITE CONNAISSANCE DU MARCHÉ

PNR : 9, avenue de Bolobo
22 294 18 75 contact_pnr@gestrimocean.com
BZV : 2, avenue William Guinet
06 639 68 83 contact_bzv@gestrimocean.com
www.gestrim-ocean.com

**VENDRE
LOUER
OU ENCORE
FAIRE GERER**
VOTRE BIEN SÉRÈNEMENT






ORCA
L'Art de Vivre

**MEUBLES – SALONS – DÉCO TEXTILE – JARDIN –
CUISINE – CHAMBRES
JOUETS – QUINCAILLERIE – SPORT BUREAUX**

POINTE-NOIRE / CENTRE VILLE **BRAZZAVILLE / CENTRE-VILLE**
AVENUE DE L'Émeraude EX MÂ LOANGO MOË POATY ROND-POINT DE LA GARE, EN DIAGONALE DE LA DIRECTION D'AIRTEL
TÉL: +242 06 527 58 41 / +242 02 294 16 42 TÉL: +242 06 903 49 46
orcapointenoire@gmail.com orca.bzv@gmail.com

 ORCA CONGO  @ORCACONGO



Préparation du Forum international de l'investissement en Afrique

Une délégation chinoise a rendu visite à Unicongo le 16 mai 2019, dans le cadre de la préparation de la cinquième édition du Forum international de l'investissement en Afrique, qui sera organisée à Brazzaville du 10 au 12 septembre 2019. Les deux précédentes éditions de ce forum sur le continent ont eu lieu à Dakar et à Addis-Abeba.

La délégation chinoise était accompagnée par la représentante résidente de la Banque mondiale en République du Congo, cette institution étant le principal partenaire dans l'organisation de ce forum depuis sa première édition.

Lancé en 2015, le Forum Investir en Afrique est une plateforme mondiale destinée à favoriser la coopération multilatérale et à identifier de nouvelles opportunités d'investissement en Afrique. Il rassemble chaque année un vaste éventail d'acteurs, représentants des secteurs public et privé chinois et africains, institutions internationales et régionales, partenaires de développement et groupes de réflexion.

Ce forum attire la quasi-totalité des pays africains car la Chine est devenue le premier partenaire commercial du continent avec près de 100 milliards de dollars américains d'importations en 2018, le premier investisseur des infrastructures et le premier créancier de l'Afrique grâce à ses énormes réserves en devises. Il est à noter que le développement des relations économiques et financières de la Chine avec l'Afrique s'adosse fondamentalement sur la Banque d'import-export (China EximBank) et la China Development Bank (CDB).

Le forum de Brazzaville aura cinq panels :

- le développement du capital humain ;
- l'économie numérique ;
- le partenariat public-privé ;
- l'industrialisation et les chaînes de valeurs mondiales ;
- les énergies renouvelables.

Les membres d'Unicongo chefs d'entreprises des différents secteurs sont invités par la délégation chinoise à prendre une part active dans ces panels.

La délégation chinoise a par ailleurs annoncé que la Chine a créé un fonds d'investissement au profit des pays africains, qui a déjà accordé une ligne de crédit à la BDEAC pour le financement des projets économiques en Afrique centrale. Ce fonds peut également accorder des lignes de crédit aux banques commerciales africaines pour le financement des projets du secteur privé, notamment des PME.

Dans leurs interventions, les membres d'Unicongo ont déploré la méconnaissance du tissu économique congolais par les entreprises chinoises qui fonctionnent en vase clos, en ne travaillant qu'entre elles, dans l'ignorance totale des entreprises congolaises susceptibles d'être leurs partenaires. Les dirigeants d'entreprises congolaises membres d'Unicongo ont déclaré être parfaitement disposés à collaborer avec les entreprises chinoises dans leurs différents secteurs. Par ailleurs, le chef de la délégation chinoise a informé les membres d'Unicongo qu'il existe une association d'entreprises chinoises implantées au Congo qui peut être approchée en vue de créer des relations de collaboration avec Unicongo et ses membres.

Au terme de la réunion, le président d'Unicongo a rassuré la délégation chinoise de la volonté des membres d'Unicongo à développer des partenariats avec les entreprises chinoises déjà implantées au Congo et avec celles qui viendront participer au forum.

NBY IMMOBILIER CONSEILS



NOS SERVICES

- ✓ **GESTION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES**
- ✓ **SYNDIC DE COPROPRIÉTÉ**
- ✓ **CONSTRUCTIONS**

BRAZZAVILLE : 06 683 76 26 / 05 525 40 64
 POINTE-NOIRE : 06 955 02 82 / 05 555 96 09

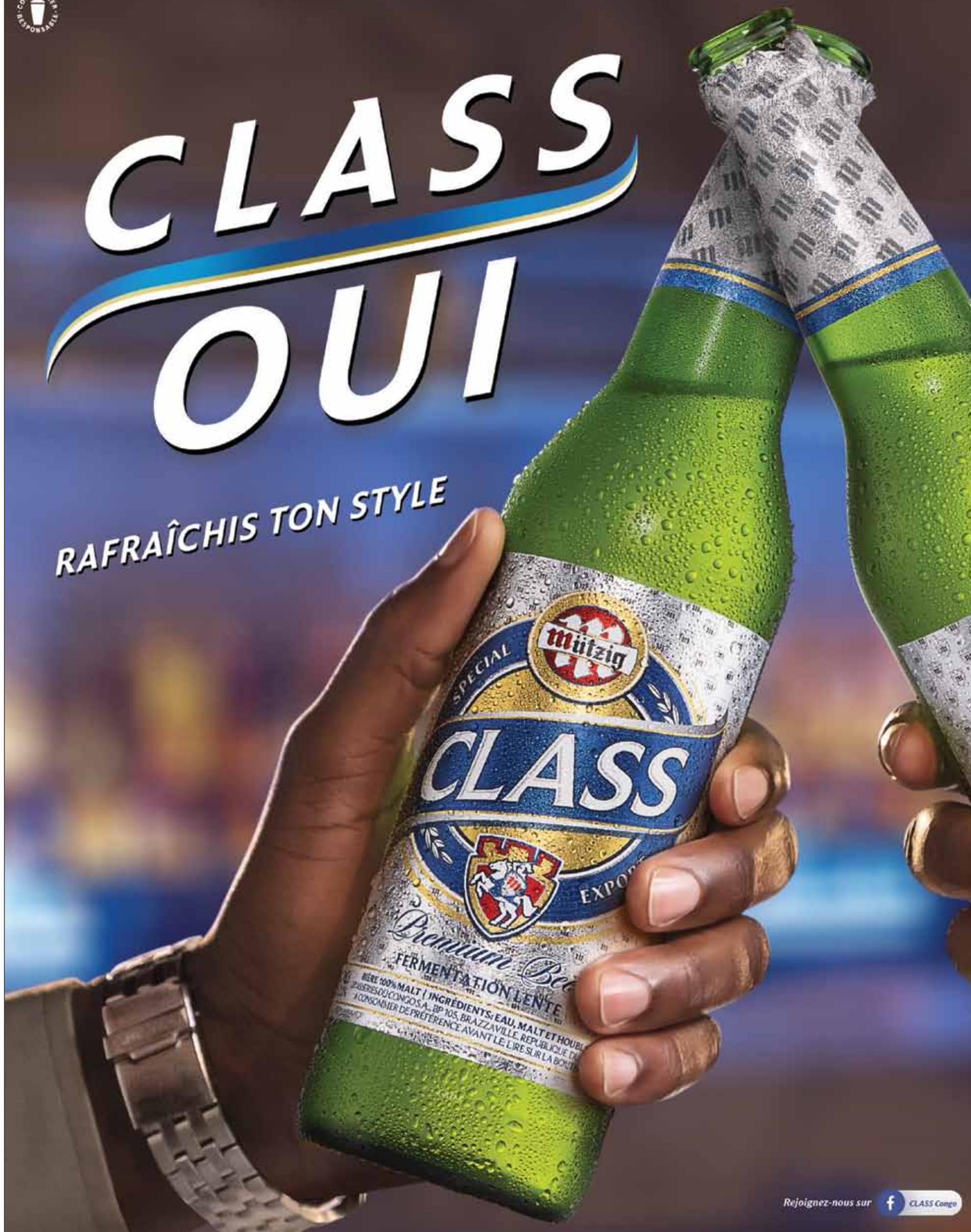
CONTACT@NBYIMMO.COM
 CONTACTPNR@NBYIMMO.COM

WWW.NBYIMMO.COM
 FACEBOOK : NBY IMMO



CLASS OUI

RAFRAÎCHIS TON STYLE



La normalisation commence à prendre corps au Congo

Historique de la normalisation

Au II^e siècle avant Jésus-Christ, le premier empereur de Chine, Qin Shi Huangdi, imposa des normes techniques uniques pour les roues de transport, les charrettes, la largeur des portes des villes, la construction des routes, les poids et mesures, les tuyaux d'eau. Plus tard, l'empereur romain Auguste emboîta le pas en normalisant l'écartement des essieux et la largeur des routes.

L'année 1906 marque la première époque de la modernisation de la normalisation dans le secteur électrique avec la création de la commission électrotechnique internationale (CEI), qui impulsa le développement des activités de normalisation dans les pays européens et aux États-Unis pendant la première moitié du XX^e siècle. En 1947, fut créée à Genève l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Depuis, cette organisation soutient le développement des activités de normalisation partout dans le monde.

La normalisation est une activité propre à établir, face à des problèmes réels ou potentiels, des dispositions destinées à un usage commun et répété, visant à l'obtention du degré optimal d'ordre dans un contexte donné.

L'Afrique, n'est pas restée en marge de l'élan de la communauté internationale en matière de développement des activités de normalisation, aussi, l'OUA (actuelle UA) avait décidé de créer, le 17 janvier 1977 à Accra au Ghana, un organisme intergouvernemental de normalisation pour l'Afrique baptisé Organisation régionale africaine de normalisation (Oran).

Qu'en est-il de la normalisation au Congo ?

Organisées de façon parcellaire, les activités de normalisation se faisaient notamment dans quelques secteurs de pointe comme le pétrole, le bois... Mais c'est en 2000 en réalité que le gouvernement congolais a pris la décision de s'arrimer à l'exigence de développement et de modernité de l'économie nationale en actant que la qualité et la norme devraient être au centre des activités socio-économiques du pays. C'est ainsi que fut créé par arrêté n° 339 du 3 mars 2000 le projet Centre national de normalisation, dont la mission principale était de définir une politique nationale de normalisation et de gestion de la qualité. C'est dans ce cadre que deux lois importantes furent adoptées et promulguées en 2015 : la loi n° 20-2015 du 29 octobre 2015 réglementant le système national de la normalisation et de gestion de la qualité, et la loi n° 19-2015 du 29 octobre 2015 portant création de l'Agence congolaise de normalisation et de la qualité.

La normalisation est une idée très ancienne, elle apparaît dès que les hommes eurent besoin de cohabiter et d'organiser leur vie sociale. Aussi, le besoin de clarification et de codification des relations entre les individus et les échanges entre les groupes sociaux devint une nécessité.

JEAN-JACQUES NGOKO MOUYABI, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE CONGOLAISE DE NORMALISATION ET DE LA QUALITÉ



Ainsi, ces deux textes consacrent le début officiel et de manière concertée des activités de normalisation au Congo. Cette volonté du gouvernement d'organiser les activités de normalisation s'est également matérialisée par la prise d'autres textes réglementaires, notamment les décrets n° 2018-170 du 24 avril 2018 portant approbation des statuts de l'Agence congolaise de normalisation et de la qualité.

Tel est le cadre législatif et réglementaire du système national de normalisation et de gestion de la qualité au Congo.

Activités de normalisation et de management de la qualité réalisées à ce jour

L'Agence congolaise de normalisation et de la qualité a pour entre autres missions d'assurer les travaux de normalisation, de métrologie, de certification et de promotion de la qualité dans tous les secteurs d'activités socio-économiques.

De 2016 à 2018, plusieurs activités de normalisation et de gestion de la qualité ont été réalisées, principalement dans les thématiques suivantes : la sensibilisation, la vulgarisation et la formation des parties prenantes ; l'élaboration des normes ; l'appui et l'accompagnement des divers organismes...

Les premières activités de sensibilisation ont été organisées en concertation avec les

associations de consommateurs dans un souci de conscientiser et de responsabiliser les consommateurs dans la lutte pour la qualité des biens et services. Deux séminaires ont été organisés sous le thème : « Les consommateurs face au défi de la qualité ».

L'élaboration de la norme congolaise sur le ciment a déclenché le programme national d'élaboration des normes dans les secteurs prioritaires. Un comité technique bâtiment et matériaux fut créé pour l'élaboration de la norme congolaise sur le ciment NCGO 0004-1 : 2017, homologuée par arrêté du ministre en charge de l'industrie, cette norme est aujourd'hui d'application pour tous les ciments produits et importés au Congo.

Pour respecter les principes d'élaboration d'une norme, l'agence a procédé chaque fois à la création des comités techniques correspondant au secteur de la norme en étude. Outre le comité technique sur le ciment, un comité technique Environnement, Protection de la santé et Sécurité est en cours de création pour élaborer la future norme congolaise de l'eau embouteillée.

Des actions d'accompagnement

Par ailleurs, deux comités stratégiques ont été également créés : le comité Électrotechnique national, mis en place en 2016 pour définir les politiques et stratégies dans

le domaine de l'électrotechnologie, dont la présidence est assurée par la SNE et la vice-présidence par l'ARPCE ; le comité national du Codex alimentaire mis en place en 2018, en charge des questions relatives aux normes alimentaires en coopération avec la commission du codex OMS/FAO.

L'appui technique aux entreprises constitue un challenge pour la normalisation au Congo. Plusieurs entreprises ont bénéficié d'appuis spécifiques directement par l'agence ou par l'agence, en coopération avec les partenaires au développement. L'agence a accompagné et continue d'accompagner plusieurs entreprises dans l'élaboration des plans de mise en conformité aux normes, en particulier les entreprises en phase de construction. Tel est le cas de la société Diamond Cement à Mindouli.

Des missions d'évaluation QHSE ont été réalisées dans plusieurs entreprises, à Dantogoté, 3-Hommes Energy, GMK, GMC, Cocopain, GSA, Bayo, Saris Congo et Diamond Cement Congo.

Aux nombres des appuis techniques consentis aux entreprises dans le cadre du programme infrastructure qualité de l'Afrique centrale (PIQAC), on peut citer l'accompagnement à la certification ISO 22000 de deux de nos entreprises productrices d'eau, Globaline et Bayo.

Le laboratoire de la Société Nationale de Distribution d'Eau (SNDE), aujourd'hui devenu La Congolaise Des Eaux (LCDE), a un module flambant neuf dans son département de microbiologie avec son personnel formé grâce à cet appui PIQAC. Il sied de signaler, par ailleurs, que dans le cadre de ce même programme deux auditeurs qualité congolais ont été formés.

Les perspectives

Avec l'ouverture du marché, le développement exponentiel des échanges commerciaux, les économies nationales doivent être en capacité de prendre toute leur part dans ce vaste marché. Si avec la création de la zone de libre-échange continentale les barrières tarifaires tomberont, l'exigence de la conformité aux normes des biens et services demeurera.

Les consommateurs exigent de plus en plus des produits et services de bonne qualité, leur garantissant la santé et la sécurité. Les pays doivent répondre à ces attentes légitimes, la réponse idoine étant la mise en place d'une infrastructure qualité nationale voir internationale fiable.

Ces défis interpellent en effet l'Aconog qui dans son rôle de pilote du système national de normalisation et de la qualité, doit proposer des pistes permettant au Congo d'être au rendez-vous de la qualité en implémentant l'infrastructure qualité du Congo en collaboration avec toutes les parties prenantes.

C'est pour cette raison que l'Aconog met en œuvre un programme de développement des normes nationales en cohérence avec les secteurs prioritaires, et participe à l'harmonisation des normes au niveau sous-régional et international, afin que le Congo participe aisément aux échanges commerciaux internationaux.

Notre vision prospective se repose sur des choix stratégiques à moyen terme et s'articule autour des principaux axes suivants :
- le développement de l'infrastructure qualité nationale, à travers une normalisa-

tion efficace pour répondre aux besoins en normes dans les secteurs de production des biens et services de consommation courante et impulser une dynamique nationale de culture de la qualité ;
 - la mise en place d'un système national d'évaluation de la conformité pour bâtir la confiance des parties prenantes en ce qui concerne la qualité, la sécurité, l'interopérabilité, la contribution au dévelop-

pement durable des produits et services mis sur le marché ;
 - la mise en œuvre rapide d'un programme national d'évaluation de conformité avant embarquement pour tout produit à destination et au départ ;
 L'opérationnalisation du laboratoire de masse et de métrologie légale ;
 - la mise en place d'un laboratoire de bromatologie ;

- le renforcement des capacités des experts nationaux en normalisation, management de la qualité et métrologie ;
 - la création du fichier national des experts en management de la qualité/métrologie.
 Le Congo ne peut être en marge de cette dynamique internationale relative à la nécessité de mettre sur le marché uniquement des produits de qualité et conformes aux normes.

BRÈVES ÉCO **Le libre-échange en question**

Depuis janvier 2012 et la 18^e session de la Conférence de l'Union africaine (UA), le projet d'une zone de libre-échange continentale était sur les rails, formalisé ensuite par trois forums de négociation tenus entre février et octobre 2016. À l'heure où nous mettons sous presse, cinquante-deux pays africains avaient signé l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale (Zlec), ratifié le 22 avril 2019 par vingt-deux États, seuil minimal pour sa mise en place effective et son entrée en vigueur le 30 mai dernier. Pour autant, des questions demeurent, notamment pour définir les produits qui seront concernés par ce processus de libéralisation. Seraient ainsi exclus ceux ayant trait à la sécurité alimentaire. Par ailleurs, ce dispositif qui, par définition, vise à stimuler les échanges pourrait profiter à certains pays mais en affaiblir d'autres, pénalisés notamment par le manque à gagner au niveau des droits de douane. Il convient par ailleurs de noter l'absence du Nigeria, deuxième économie continentale, dans cet accord de libre-échange, Abuja craignant notamment un impact négatif sur sa politique de développement industriel.

Pour tout l'or du Ghana



Succédant à l'Afrique du Sud qui a longtemps occupé le leadership en matière de production aurifère, le Ghana est devenu le premier producteur africain de cette précieuse ressource, avec un total de 158 tonnes en 2018, devant le Soudan et l'Afrique du Sud. La nation arc-en-ciel est en effet victime du ralentissement de sa production et ses gisements sont en outre difficiles d'accès. Fort de ce succès en termes de production, le Ghana va aussi pouvoir valoriser ses exportations de la pierre précieuse grâce à l'ouverture de sa première raffinerie d'or, un projet initié depuis 2013. Cette manne devrait continuer à contribuer aux performances du PIB ghanéen (enregistré à 8,1% en 2017 et 6,2% en 2018) aux côtés des deux autres importantes ressources locales : le cacao et le pétrole. Des atouts qui confirment les promesses de l'économie ghanéenne, avec toutefois des réserves inhérentes à sa dépendance à ces trois matières premières précédemment citées, ainsi que ses lacunes en matière d'infrastructures, notamment sur le plan de l'énergie et des transports, comme le confirmait un récent rapport de la Coface.

Un fournisseur unique pour votre bureau

- Informatique
- Coffre
- Mobilier
- Consommables
- Papeterie
- Fournitures
- Cadeaux
- Industrielles
- Bagagerie
- Machine de bureau

Agence Pointe-Noire
 98, Bid Charles de Gaulle – B.P. 828
 Pointe-Noire – Rép. du Congo
 Tél : 06 677 66 56 / 05 524 26 78 / 22 294 08 04
 Email : contact@burotec.biz

www.burotec.biz

BATIMENT & INDUSTRIE



NOS AGENCES :

POINTE NOIRE
 AVENUE CHARLES DE GAULLE
 A COTE PH. CROIX DU SUD
 CENTRE VILLE, POINTE NOIRE
 REPUBLIQUE DU CONGO
 TEL NO. +242 05579 66 88 / 05579 66 89
 EMAIL : batiment@burotec.biz / salesbatiment@burotec.biz

BRAZZAVILLE
 IMMEUBLE MONTE CRISTO,
 ROND POINTE DE LA GARD,
 B.P. 828 CENTRE VILLE, BRAZZAVILLE,
 REPUBLIQUE DU CONGO
 TEL NO. +242 05579 00 47 / 05579 66 60
 EMAIL : batimentbzv@burotec.biz

Home sweet home

Les grands groupes hôteliers continuent de jeter leur dévolu sur l'Afrique, avec plus de 400 établissements (pour environ 75 000 chambres) en cours de développement sur les deux dernières années. Au premier plan de ces investisseurs, le numéro un mondial, le groupe Marriott, devant le groupe Accor, leader en Afrique, suivis par les groupes Hilton et Radisson. Les principaux pays qui font l'objet de ces plans de développement hôteliers sont l'Égypte, le Nigeria, le Maroc, l'Éthiopie, le Kenya, l'Algérie, ou encore le Cap Vert qui confirme son attractivité touristique. Le cabinet nigérian W Hospitality Group, à l'origine de cette étude, détaillera ces chiffres dans le cadre du Forum sur l'investissement hôtelier qui se tiendra du 23 au 25 septembre prochain à Addis-Abeba.



BRÈVES ÉCO

Le climat des affaires au Congo, au-delà du classement Doing Business

Le classement Doing Business sert de base aux pays pour lancer des réformes appropriées en vue d'améliorer leur climat des affaires. C'est ainsi qu'au bout de quelques années, certaines nations ont remarquablement progressé dans ce classement à coup de réformes qui ont permis d'améliorer considérablement leur environnement économique, et accru par ricochet le montant des investissements privés. Mais au-delà de cet outil d'évaluation global, il nous semble essentiel de prendre en compte des problématiques spécifiques, comme celles que nous rencontrons en République du Congo.

JEAN-JACQUES SAMBA

En 2019, dans le monde, 190 économies ou pays ont été classés par le Doing Business, le premier dans ce classement étant la Nouvelle-Zélande. Les mieux classés en Afrique parmi les cent premiers étant la Rwanda au 29^e rang, le Maroc et le Kenya respectivement au 60^e et au 61^e rang, la Tunisie et l'Afrique du Sud au 80^e et 82^e rang, le Botswana et la Zambie au 86^e et 87^e rang. La République du Congo, quant à elle, est malheureusement au 180^e rang.

Mais au-delà des dix critères du Doing Business (*lire encadré*), le climat des affaires souffre au Congo de plusieurs autres facteurs spécifiques sur lesquels le secteur privé ne cesse d'alerter les pouvoirs publics, afin qu'ils y apportent des solutions à travers le dialogue tant attendu. De tous les facteurs, le plus oppressant pour les entreprises est la multiplicité et la superposition des contrôles légaux et illégaux, qui posent souvent le problème du cadre institutionnel de

REGAL GROUPE CONGO
Depuis 1998

GROS

VENTE EN GROS

SITUE AU GRAND MARCHÉ LIGNE 1
Tél. : 05 354 77 77



Les 10 critères qui fondent le classement du Doing Business

The Ease of Doing Business Index, l'indice de la facilité de faire des affaires, est un indicateur créé par la Banque mondiale en 2003. Il repose sur dix critères :

- 1/ La création d'entreprise.
- 2/ L'obtention d'un permis de construire.
- 3/ Le raccordement à l'électricité.
- 4/ Le transfert de propriété.
- 5/ L'obtention de prêts.
- 6/ La protection des investisseurs minoritaires.
- 7/ Le paiement des taxes et impôts.
- 8/ Le commerce transfrontalier.
- 9/ L'exécution des contrats.
- 10/ Le règlement de l'insolvabilité.

ces contrôles. Bon nombre de ces contrôles sont opérés sur la base des textes confus, ou par des administrations publiques qui n'en ont pas la compétence au regard des textes qui définissent leurs attributions. Ces contrôles occasionnent quotidiennement une énorme perte de temps et

d'énergie aux dirigeants, au détriment de la gestion de leurs entreprises.

Des administrations qui ne riment pas avec simplification

Des nombreuses lois, parfois très anciennes, appliquées aux entreprises privées demeurent sans textes réglementaires d'application. Cela ouvre souvent la porte aux interprétations hasardeuses par le recours à des notes de service ou des notes circulaires qui n'ont pas juridiquement valeur de textes réglementaires. De même, certaines dispositions des lois congolaises non conformes au droit de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada) continuent de prospérer, en dépit de ce que l'article 10 du Traité de l'Ohada

dispose : « Les actes uniformes sont directement applicables et obligatoires dans les États-parties, nonobstant toute disposition contraire de droit. »

La parafiscalité légale ou illégale est la gangrène asphyxiante du climat des affaires au Congo, où les collectivités locales et les différentes administrations rivalisent en créativité sur le dos du secteur privé, dans l'ignorance de l'impact direct de cette fiscalité parallèle sur le niveau de la pression fiscale.

Dans le domaine des formalités de création et de modifications d'entreprises et de l'import-export, l'orientation générale du gouvernement depuis plusieurs années est la simplification et l'allègement des procédures et des frais – avec l'institution du CFE transformé en Agence congolaise pour la création des entreprises (ACPCE) en 2017, et du Guichet unique des opérations transfrontalières (GUOT).

Malheureusement, cet élan de simplification est contrarié par la ténacité de certaines administrations qui rétablissent les attestations, certificats et agréments pourtant supprimés ou qui en créent des nouveaux, accompagnés également des nouveaux frais. Cette tendance est révélatrice des contradictions existant entre le discours officiel de simplification et la pratique des administrations accrochées à leurs attestations, certificats et agréments payants.

LE CHIFFRE

46 milliards



En dollars, le montant des dépenses militaires des pays africains en 2018, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), l'organisme suédois qui fait foi en la matière. Notons que ce montant est globalement en baisse de 8,4% par rapport à l'année précédente. C'est l'Algérie qui a investi la plus grande part de ces dépenses militaires avec 9,6 milliards de dollars, un montant annuel quasiment inchangé depuis 2016.

RADISSON BLU
 PROFITEZ DU BRUNCH EN FAMILLE
 TOUS LES DIMANCHES À PARTIR DE 12H

BRUNCH À VOLONTÉ
 ACCÈS À LA PISCINE
 JEUX & ATELIERS ENFANTS

25.000 XAF / ADULTE
 12.500 / ENFANT DE 4 À 12 ANS
 GRATUIT POUR LES MOINS DE 4 ANS

BLU BRUNCH

FEEL THE DIFFERENCE

+242.05.050.60.60 // reservations.brazzaville@radissonblu.com

BREVES ÉCO **La Russie se tourne vers le Sud**

La tenue du dernier forum économique de Saint-Pétersbourg qui s'est achevé le 8 juin dernier a confirmé la volonté de Moscou de développer ses échanges économiques avec le continent africain. Pour preuve, la présence à ce forum d'un important contingent d'entrepreneurs africains, mais aussi de nombreux décideurs russes dont le ministre des Finances, Anton Siluanov. Cité par notre confrère de RFI, Nikita Gusakov, directeur général d'Exiar, l'agence publique de soutien aux exportateurs russes, a même indiqué vouloir atteindre « l'objectif stratégique, d'ici à 2024, de doubler les exportations russes vers l'Afrique, hors matières premières », ajoutant qu'« aujourd'hui, l'Afrique est le seul continent où une croissance à deux chiffres est possible. » Cette volonté d'étroffer ces liens commerciaux devrait être réaffirmée en octobre prochain dans le cadre du premier sommet Russie-Afrique, qui se tiendra à Sochi, sur les bords de la mer Noire. Pour rappel, les échanges entre les pays africains et la Russie ont dépassé 20 milliards de dollars durant l'exercice 2018.

Zoom sur les Rencontres Africa

Autre événement pro-business, les Rencontres Africa vont avoir lieu les 21 et 22 octobre au Maroc, puis les 24 et 25 octobre prochains au Sénégal. Ces rencontres accueilleront des dirigeants d'entreprises, des investisseurs, des porteurs de projet et des décideurs politiques en provenance de plus de trente pays d'Afrique et de France. Il s'agira de la quatrième édition de cet événement organisé par le Groupe français Classe Export et copiloté au Maroc par l'Agence marocaine de développement des investissements et des exportations et au Sénégal par Apix (InvestSénégal). Ses organisateurs le définissent comme « la plus importante manifestation business sur l'Afrique ».

Interdiction de tricher !

Pour éviter le recours à la triche via les appareils connectés durant les examens scolaires, le gouvernement mauritanien a, comme l'année dernière, décidé de couper l'accès à l'internet mobile de 8 h à 18 h durant trois jours, en mai dernier. Une décision justifiée par l'imparable efficacité de cette mesure, selon les autorités de Nouakchott. En revanche, le tissu économique local est vent debout contre cette décision, les échanges commerciaux étant pénalisés en journée durant cette période. Le lecteur nostalgique remarquera que ces problèmes collatéraux n'avaient pas cours avec les « antisèches » d'autrefois...

L'Organisation internationale du travail célèbre son centenaire

Retour sur la 108^e session de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui s'est déroulée du 10 au 21 juin dernier en présence de chefs d'État et de gouvernement, de représentants patronaux et de travailleurs. Unicongo était présent à ce grand rendez-vous international.

JEAN-JACQUES SAMBA



Créée en 1919, sous l'égide du Traité de Versailles qui mettait fin à la Première Guerre mondiale, l'Organisation internationale du travail incarne la conviction qu'une paix universelle et durable ne pourrait se bâtir que sur la base de la justice sociale. La Constitution de l'OIT fut rédigée au début de l'année 1919 par la Commission du Travail, formée des représentants de neuf pays : Belgique, Cuba, États-Unis, France, Italie, Japon, Pologne, Royaume-Uni et Tchécoslovaquie, et présidée par Samuel Gompers, directeur de la Fédération américaine du travail (AFL) aux États-Unis. L'OIT est la plus ancienne agence des Nations unies et la seule ayant une composition tripartite, car les personnes qui siègent dans toutes ses instances représentent les gouvernements, les employeurs et les travailleurs des pays membres.

Quelque 177 pays étaient représentés à cette 108^e session de la Conférence internationale du travail (CIT), qui coïncidait avec le centième anniversaire de l'OIT. Depuis sa création, tous les dix ans, l'OIT organise deux conférences au cours d'une année, dont l'une est spécifiquement consacrée au travail maritime. Cela explique le décalage qui fait que la 108^e session de la CIT correspond au centenaire de l'OIT.

Une présence exceptionnelle des dirigeants mondiaux

Des nombreux dirigeants des pays membres de l'OIT ont marqué par leur présence l'ouverture et les premiers jours des travaux de la conférence. C'est ainsi que tour à tour, se sont exprimés à

la tribune les présidents de Géorgie, de Chypre, de la République française, de Madagascar, de Malte et de la Colombie ; les rois d'Eswatini (l'ancien Royaume du Swaziland), du Lesotho ; la chancelière allemande ; la vice-présidente du Pérou et les vice-présidents de Cuba et du Costa Rica ; les Premiers ministres de la Tunisie, de la Slovaquie, du Luxembourg, de la Russie, du Portugal et de la Barbade ; la Première ministre du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ; sous oublier les ministres du Travail de la quasi-totalité des pays représentés. Le Congo était représenté par le vice-Premier ministre en charge du Travail, Monsieur Firmin Ayessa, accompagné du ministre en charge de l'Emploi, Monsieur Nicéphore Antoine Fila Saint Eudes.

De nouveaux enjeux dans le monde du travail

La Conférence a mis fortement l'accent sur l'avenir du travail et s'est aussi penchée sur la question de la violence et du harcèlement dans le monde du travail. Ainsi, les messages des dirigeants des États ont été focalisés sur :

- les questions complexes soulevées par les mutations du monde du travail avec la robotisation et l'économie numérique – dont le seul objectif d'accroître la compétitivité et le profit menace le travail humain – et la nécessité de porter la priorité au développement centré sur l'humain par la préservation et le respect de la dignité humaine et de la justice sociale ;
- la réponse de manière responsable aux changements sociaux, aux nouvelles demandes de la société et aux besoins des

travailleurs, en favorisant leur formation et leur apprentissage durant toute leur vie active ;

- la lutte contre le fléau du travail des enfants, qui compromet leur épanouissement intellectuel et leur développement normal ;
- le refus de se résigner et d'agir en toute responsabilité pour bâtir pas à pas la solidarité internationale par le droit et le dialogue, en préservant la paix sociale et la paix entre les nations, en vue de l'épanouissement et du bien-être de tous les hommes ;
- le développement des nouvelles compétences régulièrement actualisées, grâce à une révolution des systèmes éducatifs et de formation impliquant le monde du travail ;
- les politiques économiques résolument tournées vers la diversification des sources de développement, pour mettre l'emploi à l'abri des évolutions erratiques et imprévisibles des cours mondiaux des matières premières, dont dépendent trop souvent des nombreux pays à travers le monde.

La question du harcèlement et de la violence au travail a été également au centre de nombreuses interventions, avec les inégalités salariales au détriment des femmes qui y sont liées. Par ailleurs la journée du vendredi 14 juin 2019 a été perturbée dans les transports publics à Genève suite à une grève des femmes lancée en réaction aux inégalités salariales, à la pauvreté qui les frappe particulièrement, au harcèlement dans la rue et aux violences domestiques dont elles sont victimes.

Mobilisation accrue pour Business-Africa

Le 14 juin 2019, en marge de la Conférence internationale du travail, Business-Africa, organisation regroupant tous les patronats africains, a tenu son assemblée générale annuelle à Genève. Cette organisation dont Unicongo est l'un des membres a adopté son programme d'action 2020, centré sur le développement de ses relations avec l'Union africaine, pour son implication dans la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale (ZLECA), alors que toute la phase préparatoire avait totalement ignoré l'existence du secteur privé africain. Face à son ambitieux programme, Business-Africa a décidé de mobiliser les ressources internes en dynamisant le recouvrement des cotisations statutaires de ses membres. Cette assemblée générale a été clôturée par l'élection du nouveau bureau présidé par Mme Neghza Saida, de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA). Des forums thématiques ont par ailleurs été organisés autour des thèmes suivants : « Ensemble pour un avenir meilleur, un avenir sans travail des enfants » ; « Liberté syndicale et reconnaissance effective du droit de négociation collective, pierre angulaire du travail décent » ; « La technologie au service du travail décent ».

| PAPETERIE
| INFORMATIQUE
| MOBILIER
DE BUREAU

REGAL GROUP
CONGO
Depuis 1998

Située sur le Boulevard Charles De Gaulle,
à côté du supermarché CASINO.
Pointe-Noire, République du Congo

☎ +242 22 294 0045

✉ regalinfo@regal-congo.com



DELSEY™



Fellowes



COLOP



Bureau Veritas Congo

« La certification ISO est un investissement pour l'entreprise »

Référence locale en matière de certification aux normes ISO, le Bureau Veritas Congo est un partenaire de confiance de par ses compétences et ses procédures. Il accompagne les entreprises à mieux répondre aux défis de la qualité, de la santé et sécurité au travail, et de la protection de l'environnement. Résumé des offres de services et des procédures de certification avec Laurent Delange, le directeur général du Bureau Veritas Congo.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN BANZOUZI MALONGA

Quelles sont les différentes certifications octroyées par le Bureau Veritas ?

Très souvent quand on parle de certification au Congo, il s'agit des certifications selon les standards ISO. Le Bureau Veritas Congo délivre tous les types de certificats ISO, pour lesquels nous avons des auditeurs présents localement, en particulier les certificats ISO 9001 du management de la qualité, l'ISO 14001 du management de l'environnement, et désormais l'ISO 45001 de la santé et sécurité au travail, qui était auparavant OHSAS 18001.

Nous délivrons aussi d'autres types de certifications, telles que l'ISO 22000 relatif à la sécurité des denrées alimentaires, et celles liées à des matériels, aux équipements ou à des installations en fonction des différents services. Par exemple pour la construction d'un bâtiment, d'une usine, nous avons une équipe d'ingénieurs et d'experts qui va suivre tout le cheminement de la construction en vue de s'assurer que les normes applicables sont respectées et, au fur et à mesure, délivrer des états d'avancement du chantier, puis à la fin des travaux dresser un rapport final qui certifie que les travaux ont été effectués selon les normes en vigueur. En général ce sont les normes congolaises, à défaut ce sont les normes françaises, anglaises ou américaines en fonction de la nature des travaux et de ce que demande le client. Le Bureau Veritas Congo délivre aussi des certifications pour les engins, les équipements et tout ce qui est appareils de levage.

Le Bureau Veritas Congo a-t-il les ressources humaines suffisantes pour procéder à des vérifications dans tous les domaines ?

Oui ! Nous avons la particularité de délivrer la quasi-totalité des services que peut délivrer Bureau Veritas dans le monde. Evidemment, à l'échelle du Congo et de ses spécificités, c'est-à-dire davantage liés aux activités de l'industrie pétrolière et aux activités parapétrolières. Nous sommes structurés pour répondre à tous les besoins, à notre échelle. L'avantage que nous avons, c'est que pour des demandes spécifiques ou particulières nous pouvons nous appuyer sur le réseau de Bureau Veritas qui nous permet de répondre en général à la quasi-totalité des de-

mandes. Le Bureau Veritas est organisé en différents districts, et pour le cas d'espèce celui de l'Afrique centrale/Angola, qui fait partie d'un ensemble continental plus vaste, l'Afrique.

Comment se porte le marché local de votre domaine d'activités ?

Nous sommes très dépendants de l'activité économique du pays et de ce fait nous subissons les mêmes problématiques que toutes les entreprises. Ce n'est pas la certification ISO qui fait vivre une entreprise. Donc très souvent, les choix faits par les chefs d'entreprises écartent les projets de certification, qui sont repoussés à plus tard. Toutefois, il y a de plus en plus de sociétés qui font la démarche vers la certification ISO par rapport aux exigences de leurs clients. En définitive, le marché ne se porte pas bien du tout, mais finalement Bureau Veritas Congo s'en sort pas trop mal.

Quelle est la procédure à suivre pour obtenir une certification ?

Il faut d'abord se faire connaître puis exprimer clairement son besoin. Si c'est une certification de l'entreprise liée au management, à la santé ou à l'environnement, c'est une volonté de la direction générale de l'entreprise cliente. Il y a un questionnaire à remplir qui permet à Bureau Veritas de voir dans quelle mesure on peut intervenir. Pour cela, il y a d'abord une préparation à faire au sein de l'entreprise pour être prêt à être certifié. Notre rôle, c'est d'abord de faire un audit à blanc ou un pré-audit, puis un audit de certification, sachant que celle-ci est valable trois ans, avec des audits de suivi régulier tous les six mois, ou tous les ans en fonction des résultats obtenus lors de l'audit de certification.

Cela sous-entend-t-il qu'une certification peut être retirée ?

Cela arrive rarement, mais ça peut arriver effectivement. La certification n'est pas un acquis définitif. Elle peut être retirée si les auditeurs constatent que le système qui a été mis en place ne vit pas ou n'évolue pas tel qu'il doit l'être, ou encore si les non-conformités relevées lors de l'audit ne sont pas levées dans les délais impartis.



Quelle est votre politique en matière de développement durable ?

Tous les ans nous participons à la Journée mondiale de l'environnement, de diverses manières. Cette année cette journée a été organisée au Cameroun qui est le hub de la certification forestière pour l'ensemble du district (Afrique Centrale/Angola), car nous y avons tous nos auditeurs et experts-forêt qui certifient la préservation de l'environnement et la protection des forêts du bassin du Congo. Nous y avons fait une présentation sur la protection de la forêt, dont moins de 2% seulement de la superficie dans ce bassin est aujourd'hui certifiée et contrôlée. Après le Cameroun ce sera l'année prochaine le tour du Congo. Par ailleurs, nous menons ici au bureau Veritas Congo différentes actions telles que, l'économie d'énergie par rapport au groupe électrogène, la consommation de carburant, l'utilisation et la consommation de papiers, la gestion rigoureuse des déchets.

Le « local content » trouve-t-il terrain favorable à Bureau Veritas Congo ?

C'est l'une de nos priorités. Il y a six ans quand je suis arrivé au Congo nous étions cinq expatriés, aujourd'hui je suis le seul. L'idée est de mettre en avant les compétences locales par des formations, des accompagnements et des tutorats. Aujourd'hui 95% de notre personnel est congolais. De même, dans le choix des sous-traitants, nous privilégions les entreprises congolaises quand elles répondent au besoin.

Avez-vous un message à l'endroit des clients ou des entreprises ?

Depuis quatre ou cinq ans nous vivons une situation économique très difficile au Congo. Malgré tout, j'incite toutes les entreprises à entreprendre la démarche vers la certification, car c'est un investissement qui aide toute entreprise à mieux s'organiser, pour un meilleur avenir.

SIAT, filiale congolaise du Groupe Imperial Brands

« Nous sommes fiers d'investir au Congo »

Acteur historique du développement industriel du Congo, la SIAT est fière de sa triple certification : ISO 9001, ISO 14001, et OHSAS 18001. Tour d'horizon avec Mounir Tamboura, DG de la SIAT.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN BANZOUZI MALONGA

Pouvez-vous brièvement présenter la SIAT et son évolution ?

Filiale congolaise du Groupe Imperial Brands, la SIAT, est le seul producteur de cigarettes au Congo, et l'une des plus anciennes industries du pays. Forte d'une histoire de plus de 70 ans, elle est implantée depuis 1948 à Brazzaville, dans le quartier Mpila.

D'abord familiale, la SIAT a commencé par la production des marques Brazza (Jaune, Bleue, et Forte) parallèlement à la culture du tabac principalement dans le département des Plateaux et à moindre mesure dans la sous-préfecture de Kindamba au Pool. Après son rachat par le groupe Bolloré dans les années 80, la SIAT a signé des contrats de licence, qui lui ont permis de produire les cigarettes Camel, Peter Stuyvesant, Craven, et avec l'aide du groupe, elle va aussi produire ses propres marques, Boston, puis Mustang. À partir de 2001, la SIAT devient

une filiale du groupe britannique Imperial Tobacco et connaîtra une forte modernisation, tant en matière d'outils et de processus de production, que dans les activités commerciales, financières et sur le plan des ressources humaines. C'est en ce moment que sera lancée la marque Fine, aujourd'hui leader du marché congolais ; et depuis peu, la marque phare du groupe, P&S. Bien que désormais filiale d'un grand groupe multinational, la SIAT a conservé son très fort attachement au Congo, même pendant les périodes difficiles. L'usine a été reconstruite au même emplacement après sa destruction en 1997 pendant les troubles socio-politiques qu'a connus le pays.

Peut-on connaître la contribution de la SIAT dans l'évolution socioéconomique du Congo ?

La SIAT apporte une contribution à très

fort impact socio-économique au Congo. Nous fabriquons des cigarettes distribuées dans 10.000 points de vente à travers le pays, destinés à des adultes informés des risques associés à leur consommation. Nos marques sont : la Fine, la Fine Menthol, la Mustang et la Parker & Simpson (P&S) depuis mars 2019. Plus de 61 milliards FCFA de droits et taxes versés durant les cinq dernières années (2014-2018), avec un doublement du montant annuel payé en dix ans (plus de 12 milliards en 2018) ; 3,5 milliards FCFA en salaires et achats locaux par an, et un portefeuille de 250 fournisseurs.

En termes d'emplois, aujourd'hui la SIAT c'est une centaine de travailleurs et elle fait vivre plus de 60 000 Congolais, grâce principalement à ses achats locaux et à son réseau de distribution.

Comment se porte le marché de la cigarette au Congo ?

Le marché de la cigarette est en baisse au Congo depuis plusieurs années, essentiellement à cause des difficultés économiques du pays. Cependant, cette baisse est aussi accentuée par les importations et ventes illicites de cigarettes, qui ne payent pas tous les droits et taxes, pour lesquelles les efforts de l'Etat pour le contrôle ne sont pas encore à la hauteur de nos attentes face à la concurrence déloyale que subissent nos produits. Nous continuons de discuter avec les différents services concernés, afin d'établir l'équité et la saine concurrence.

La culture du tabac est très faible au Congo. La SIAT entend-elle s'impliquer dans son développement au niveau local ?

Il faut rappeler que la culture du tabac a été au tout début menée parallèlement



EquaFlight
Fly safe on time



EquaJet
Fly safe on time





Falcon 900 EX

 +242 06 945 70 04 (PNR)

 commercial@equaflight.com

 Près de l'aeroclub, Aeroport A. NETO

www.equaflight.com

 +242 06 511 79 32 (BZV)

 commercial@equajet.com

 Salon VIP II, Aeroport MAYA-MAYA

AIRWORK BY MYAGENCY.NET

à nos activités de fabrication de cigarettes, aussi bien au Congo que dans l'ensemble des autres sociétés sœurs de la SIAT en Afrique. Il y a aussi lieu de préciser que tous les types de tabac ne poussent pas partout. Le type de tabac dont la culture était possible dans nos différents pays d'implantation est le tabac brun. La consommation ayant évolué des tabacs bruns vers les tabacs blonds, suivant la tendance mondiale, l'activité de la tabaculture n'était plus possible au Congo et dans les autres pays abritant les filiales du groupe.

Ainsi, l'approvisionnement du tabac se fait depuis le Sénégal, qui dispose d'une unité de transformations des feuilles de tabac importées.

La SIAT a-t-elle une politique de RSE et quels en sont les différents axes ?

Consciente de ses responsabilités sur le plan social, la SIAT est très soucieuse des conditions de travail de ses collaborateurs, notamment, par la prévention des accidents du travail



AIRFRANCE SKYTEAM
FRANCE IS IN THE AIR

LE MONDE VOUS VA SI BIEN
Accédez à plus de 1000 destinations grâce à l'un des plus vastes réseaux au monde avec KLM et nos partenaires SkyTeam.

AIRFRANCE KLM GROUP AIRFRANCE.CG
Renseignez-vous au +33 1 55 69 81 37 (coût d'un appel international vers la France 125 FCFA/min) de 8h à 19h ou sur www.airfrance.cg ou auprès de votre agence de voyages.

et pour tous les usagers de la route. En plus des traditionnelles prises en charges médicales et d'assurance retraite complémentaire, les axes de la RSE au sein de l'entreprise se déclinent en différentes activités en faveur du bien être des travailleurs. Parmi ces activités, les sensibilisations sur la nécessité d'avoir un équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, l'hygiène de vie incluant les activités sportives (fitness, football, marches sportives) couplées avec des parcours découvertes de sites historiques et du patrimoine culturel du Congo).

Éco-responsable, la SIAT est la première entreprise au Congo détentrice de la triple certification ISO 9001 (du management de la qualité), 14001 (du management de l'environnement) et OHSAS 18001 (de la santé et sécurité au travail).

Sur le plan externe, depuis 2007, c'est plus de 150 millions d'investissement pour 250 latrines sèches à Brazzaville ; 6 forages pour l'adduction d'eau dans plusieurs localités, dont la dernière à Linzolo dans le Pool ; 680 heures de volontariat du personnel pour l'aide à la communauté, et des stages de formation aux élèves et étudiants : 50 stagiaires reçus en moyenne tous les ans.

Quelles est la politique de SIAT en termes de local content ?

Bien que filiale d'une multinationale, la SIAT a toujours favorisé le recrutement de compétences congolaises à tous les niveaux, y compris aux postes stratégiques et décisionnels. La politique en matière de ressources humaines de la SIAT est bâtie sur la création de valeur et la montée en puissance des compétences, à travers notamment la formation et la promotion internes. Ainsi, la SIAT constitue pour le groupe Imperial Tobacco un hub d'excellence pour l'Afrique centrale, d'où est supervisée l'activité du groupe dans la sous-région, et c'est d'ici qu'ont été promus les premiers directeurs africains, dont certains ont fait valoir leur expertise à des postes importants dans plusieurs pays d'Afrique Centrale, de l'Ouest et à Madagascar. Faisant de la diversité culturelle un point central de la politique du groupe, nous accueillons bien évidemment à ce titre, des collaborateurs venant d'autres pays.

Sur le plan économique, la fabrication de la cigarette requiert des matières premières exclusivement importées, c'est pour cela que nous mettons un point d'honneur à travailler avec les acteurs nationaux, qui représentent un porte-

feuille fournisseurs de plus de 250 intervenants, avec des achats locaux de plusieurs milliards de FCFA par an.

Un message ? Un vœu, un souhait ?

Le groupe Imperial Tobacco à travers la SIAT demeure attaché et fier d'investir au Congo. Malgré les difficultés, la SIAT a augmenté les revenus versés à l'État et maintenu le niveau des emplois. Afin de continuer à remplir ce rôle, nous avons besoin du soutien de l'État, d'abord par l'équité de traitement en matière fiscale (avec les importateurs de cigarettes) ; ensuite industrielle, par la nécessité de protéger l'industrie nationale face aux importations illicites. Enfin, dans le cadre de l'application de la loi antitabac, il est indispensable d'avoir des textes équilibrés et complémentaires, afin de ne pas mettre en péril une industrie, qui malgré le caractère controversé de ses produits, n'en reste pas moins une activité légale et licite.



Entretien avec M. Sean Phelan, DG de la société Hippo Plastique

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN BANZOUZI MALONGA

Facilement identifiable par son logo en forme d'hippopotame, la société Hippo Plastique est spécialisée dans la fabrication de réservoirs en polyéthylène, ainsi que d'autres objets en plastique. Des solutions de stockage fiables, conçues pour différents usages et qui satisfont la demande locale. Avec un processus de fabrication respectueux de l'environnement. Indications détaillées avec Monsieur Sean Phelan, le directeur général.



Qu'est-ce qui justifie l'implantation de votre société à Pointe-Noire, et pourquoi ce logo en forme d'hippopotame ?

Il s'agissait pour nous d'une opportunité à saisir. Nous avons constaté que l'offre en matière de réservoirs était inexistante et que la population était à la recherche de produits de qualité au meilleur prix. Hippo Plastique a donc été créée pour répondre à ce besoin, car jusque-là les Congolais utilisaient des cubitainers en plastique pour stocker leur eau, mais ces contenants ne sont pas conçus pour stocker de l'eau potable. On nous demande souvent : « Pourquoi avoir choisi un hippopotame ? » Tout simplement parce que son ventre en forme de baril et le fait qu'il soit semi-aquatique fait penser aux citernes à eau.

Quels sont précisément vos différents produits et leurs spécificités ?

En ce qui concerne les citernes verticales, nous proposons deux gammes de produits : la gamme Relax composée à 50% de matière vierge et 50% de matière recyclée (citernes de couleur noire, disponible en 500 l, 1 000 l et 1 500 l) et la gamme Gold, composée à 100% de matière vierge (volumes allant de 500 à 10 000 l), de couleur verte. Les réservoirs les plus vendus sont ceux de 3 000 l et 5 000 l. Les citernes Relax sont garanties cinq ans et les citernes Gold dix ans. Pour les espaces restreints, Hippo propose des citernes Slim (500, 750 et

ENGAGÉ À ÊTRE LÀ OÙ VOUS ÊTES

Total développe sans cesse son réseau de stations pour être au plus près de vous

#MakeThingsBetter
cg.total.com





TOTAL

Committed to Better Energy

Committed to Better Energy = Engagé pour une énergie meilleure

TOTAL CONGO SA
Siège social : Rue de la Corniche – BP 1037 – Brazzaville
Tél. : 00242 05 522 81 15 – contact@totalcongo.com

1 000 l). Ce modèle plaît particulièrement aux particuliers et aux entreprises chez qui nous avons raccordé une citerne à gasoil à leur groupe électrogène. Nous proposons également des réservoirs souterrains à usage de fosses septiques, de puisards et bâches à eau.

Au vu de l'urbanisation grandissante, les besoins en solutions pour les eaux usées se font sentir. Les fosses septiques et puisards Hippo (1 400, 2 200 et 5 000 l) sont fiables, 100% étanches, robustes, hygiéniques et sont garantis pour une durée minimale de trente ans. Ils peuvent être installés en 48h, même dans les zones marécageuses. Hippo fabrique aussi des réservoirs horizontaux renforcés pour le transport de l'eau, du gasoil ou d'autres liquides (de 250 l à 5 000 l).

En 2018, plusieurs produits sont venus compléter notre gamme : palettes de rétention, paniers, chaises et tables, tuyaux PPR et PEHD, etc. Nous nous efforçons de répondre au mieux à la demande. Régulièrement, des clients viennent nous voir avec des demandes très précises. Parfois, nous pouvons adapter nos produits pour répondre à leur besoin mais ce n'est pas toujours le cas. Il faut savoir que les moules (que nous importons) coûtent très cher et qu'il n'est pas possible de les modifier.

Six années après votre implantation, comment se porte votre entreprise ?

Le marché est-il satisfaisant ?

Quelles sont les difficultés rencontrées ?

Hippo Plastique est bien connue à Pointe-Noire. Depuis mi-2018, nous avons mis un point d'honneur au développement de nos produits à Brazzaville : déploiement du réseau de distribution, multiplication des actions de communication (spot publicitaire diffusé sur Télé Congo, affichage 4x3...), lancement de nouveaux produits (paniers, chaises et tables, palettes simples et palettes de rétention...).

En termes de ventes, il n'y a pas vraiment de règles : elles fluctuent énormément d'un mois à l'autre et d'une année sur l'autre.

Grâce à la qualité de nos produits, à notre large réseau de distributeurs et à nos efforts en marketing, nous arrivons tout de même à bien vendre nos produits, et ce malgré la situation économique.

Nous avons perdu tout un segment de marché avec la baisse d'activités dans les secteurs des BTP, pétroliers... et ce contexte a fortement impacté notre activité. Notre développement est empêché par le manque de diversité dans l'économie. Certains de nos produits sont encore mal connus au Congo. Nos pro-

duits ne sont pas encore tous compris dans le marché. Les gens ne voient pas encore tous les avantages des produits Hippo, comme par exemple nos fosses septiques en plastique plus faciles à installer, moins coûteuses et plus fiables que les fosses septiques classiques en béton.

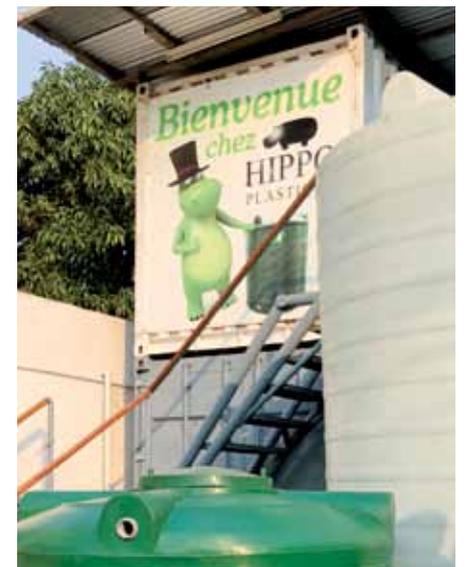
Comme le marché a diminué, nous avons diversifié notre gamme, mais tout développement de produit prend du temps. Il faut savoir se montrer patient et innover. Notre usine est installée à Pointe-Noire mais nous avons des distributeurs à Brazzaville et à Dolisie.

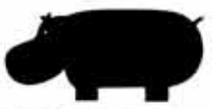
Une large gamme de produits

La société Hippo Plastique a été créée en 2013. Elle est spécialisée dans la fabrication de réservoirs en polyéthylène : citernes pour l'eau, citernes pour le gasoil ou les produits chimiques, fosses septiques, puisards, poubelles, fûts, palettes de rétention, etc. De nouveaux produits, plus « petits », ont également été lancés en 2018 : des paniers solides et empilables (pour les fruits et légumes, pain, vêtements...), des chaises et tables en plastique (personnalisables), l'Hippo Rouleur et des tuyaux en PPR (polypropylène) et PEHD (polyéthylène).

• Pour en savoir plus :

- Usine Hippo Plastique : 44, avenue du Havre (en diagonale de la base maritime ENI/Boscongo).
- Du lundi au vendredi (8h-12h puis 14h-17h) et le samedi de 8h à 13h.
- Site Internet : www.hippoplastique.com
- Page Facebook dédiée (Equipe HippoPlastique).
- Mail : info@hippoplastique.com ;
- Tél. : 05.644.83.59 - 05.599.11.80.





HIPPO PLASTIQUE

La Qualité au meilleur prix !

Solution pratique
Robuste
100% étanche
Facile à nettoyer

- 💧 Conçue pour stocker de l'eau potable
- 💧 Plus fiable qu'une bâche à eau classique : pas de risque de fuite
- 💧 Résiste à la chaleur et aux rayons du soleil

N°1

DES SOLUTIONS DE STOCKAGE



Citernes pour l'eau ou les produits chimiques, fosses septiques, puisards, fûts, palettes et bacs de rétention, poubelles, paniers, chaises, tables, tuyaux PPR et PEHD ...



Installation en 48h



BAC DE RETENTION



POT DE FLEURS



FOSSE SEPTIQUE
100% ETANCHE



PALETTE DE RETENTION



PANIER

05 644 83 59 - 05 624 90 50

info@hippoplastique.com

www.hippoplastique.com

[Equipe HippoPlastique](#)

Fabriqué au Congo

Quelle est l'implication de votre société dans le développement durable ?

Dans la protection de l'environnement ?

Hippo Plastique s'efforce de fournir des produits de qualité et durables à ses clients, qu'il s'agisse d'entreprises, de particuliers, d'agriculteurs, ou autres. Nos produits sont résistants aux UV (ce qui empêche le développement des algues dans nos réservoirs) et adaptés aux conditions climatiques du Congo.

Si un produit est abîmé, fêlé, nous proposons de le réparer ou, si le produit n'est pas réparable, de le récupérer afin de broyer la matière (sur place à notre usine de Pointe-Noire), de la laver et de la réutiliser pour la fabrication de nouveaux produits. Tous nos produits sont recyclables.

Plusieurs de nos produits permettent d'éviter la diffusion de produits chimiques dans l'environnement. C'est par exemple le cas de nos palettes et bacs pour la rétention de produits chimiques, ou encore nos réservoirs pour déshuiler et dégraisser les eaux usées. Nous proposons des solutions de stockage fiables et avec une garantie, que ce soit pour de l'eau potable ou des produits chimiques. Hippo Plastique importe une grande partie de la matière première (polyéthylène) utilisée pour la fabrication de ses produits mais nous essayons également de recycler ce qui peut l'être en local. Par exemple, fin 2018, nous avons collaboré

avec une entreprise locale de pêche et récupéré plus de 1 500 caisses à poisson cassées. Tout le monde est gagnant : l'un se débarrasse de son matériel inutilisable, et l'autre trouve de la matière moins coûteuse et de qualité en local.

Notre usine a un impact environnemental faible : nous utilisons du gaz (et non du gasoil) dans le processus de fabrication de nos produits, nous consommons peu d'eau (eau en circuit fermé) et nous produisons peu de déchets car la plupart de nos déchets sont recyclés.

Un audit environnemental de nos installations et une étude d'impact de notre usine sont actuellement effectués par un cabinet d'études (Impact Congo Négoce) agréé par le ministère de l'Environnement.

Hippo Plastique développe une politique de produits solidaires d'aide aux populations. De quoi s'agit-il ?

Le stockage d'eau potable est un besoin vital dans les régions où il y a peu ou pas d'infrastructures de desserte d'eau. Nos citernes permettent également le stockage d'eau pour les forages et la récupération de l'eau de pluie. Nous cherchons régulièrement à développer des produits qui facilitent le quotidien de la population congolaise. Par exemple, l'Hippo Rouleur, notre bidon roulant de 90 l, permet de transporter l'équivalent de près de quatre bidons jaunes, mais avec

un poids de traction de 10 kg au lieu de 90 kg ! Pour le moment ce produit reste trop coûteux (25 000 FCFA) mais nous sommes à la recherche de sponsors.

Notre gamme Relax (50% de matière recyclée) nous permet également de proposer des produits moins chers à ceux qui ont moins de moyens. Par exemple, la citerne Hippo Relax de 500 l est vendue à 39 000 FCFA (prix Pointe-Noire). Cette gamme intéresse particulièrement les agriculteurs et les maraîchers. Maintenant que notre activité à Pointe-Noire est stable et que le développement de nos activités à Brazzaville est bien lancé, nous aimerions faire grandir Hippo et commencer à exporter dans la zone Cemac. Nous étudions aussi la possibilité d'installer une petite usine à Brazzaville. Affaires à suivre...

Un dernier mot, un message ?

Hippo Plastique propose des solutions au Congo, pour le Congo, et qui améliorent la qualité de vie des Congolais, à des prix abordables, calés sur le niveau de vie, et qui peuvent être utilisés à tous les niveaux : industrie, agriculture et ménages. Et tout cela sans impact négatif sur l'environnement.

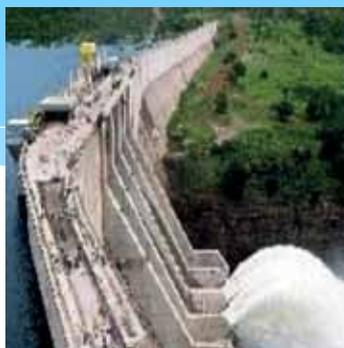
NAUREX Congo

Porte vos succès par la mise à disposition d'experts

- Une entreprise locale avec plus de 10 ans d'expérience.
- Spécialisé dans l'assistance technique, recrutement, et détachement de personnels.
- Des groupes internationaux majeurs implantés dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest nous font confiance.
- Notre base de données internationale privilégie l'expertise locale en favorisant le recrutement de compétences élevées dans tous les corps de métier (Ingénieurs, consultants spécialisés, et techniciens, ouvriers, de tout secteur industriels ; travaux public, agroalimentaire, pétrolier, parapétrolier, construction civile, établissements de soins, éducation, transports et logistique, secteur tertiaire...)
- Nous proposons des services support dédiés pour les personnels locaux et étrangers en assurant l'ensemble de l'administration des consultants.
- Nos politiques Etique et Santé-Sécurité démontrent l'importance de notre volonté du respect de la législation et du bien-être de nos employés.

Nous soutiendrons vos opérations pour la réalisation de vos projets.

admi1congo@naurexgroup.com • Services administratifs +242 068305560 • Direction pays: 00242 06 630 55 60



- LOCATION ENGINES
- CONSTRUCTION
- TERRASSEMENT
- TRANSPORT
- CARRIERE



Notre adresse :

Vindoulou, en face de la
centrale électrique ETDE
B.P 799 Pointe-Noire
CONGO

SMGC



TRANSPORT
ROUTIER



CONSTRUCTION
& GÉNIE CIVIL



EXPLOITATION
DE CARRIÈRE



LOCATIONS
D'ENGINES

Bâtissons l'avenir ensemble

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site

www.smgc-cg.com

+242 06 500 00 10

Dossier

RSE & DEVELOPPEMENT DURABLE



Analyse de Philippe Ribéri, président de la commission thématique Développement durable et RSE à Unicongo, et tour d'horizon de ces entreprises qui ont inscrit cet ensemble de valeurs dans leur organisation interne.

CFAO Congo
Saris-Congo
Brasco
Groupe Bolloré
Aker Solutions SA Congo
Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel
Eni Congo
Tractafic Congo
Chevron Overseas Congo Limited
Cofcao
Les Mucodec
L'Industrie forestière de Ouesso

Le point sur la responsabilité sociétale des entreprises

Philippe Ribéri est président de la commission thématique Développement durable et RSE à Unicongo. Il nous détaille les différents points qui constituent le socle de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

PHILIPPE RIBERI



La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est un processus de plus en plus courant dans les entreprises au Congo. Elle est une démarche volontaire qui vise à intégrer les enjeux du développement durable dans la vision et la stratégie de ces entreprises. Il s'agit en fait de la responsabilité des entreprises vis-à-vis des impacts de leurs décisions et de leurs activités sur la société et sur l'environnement, qui doit se traduire par un comportement transparent et éthique qui contribue au développement durable, y compris par la santé et le bien-être de la société, la prise en compte des attentes des parties prenantes, le respect des lois en vigueur et la conformité avec les normes internationales de comportement.

Depuis 2010, la norme ISO 26 000 sert de cadre de référence de la RSE, par ses orientations des lignes directrices sur les sept questions centrales de la RSE, à savoir :

- la gouvernance de l'entreprise ;
- les droits de l'Homme ;
- les relations et conditions de travail ;
- l'environnement ;
- la loyauté des pratiques ;
- les questions relatives aux consommateurs ;
- les communautés et le développement local.

La démarche RSE comporte quatre étapes à respecter

- La réalisation de l'état des lieux, par l'observation de l'ensemble des pratiques et activités

de l'entreprise, pour vérifier si les questions centrales de la RSE y sont prises en compte et s'il existe ou non le dialogue et la prise en considération des besoins et attentes des parties prenantes.

- L'établissement d'une stratégie et d'un plan d'actions dans le cadre d'un processus d'amélioration continue, avec la mise en place d'un dispositif de pilotage et d'indicateurs de résultats de la démarche RSE ; l'intégration de la RSE à tous les niveaux de responsabilité et d'activité de l'organisation et le développement des compétences, des innovations organisationnelles et technologiques.

- La construction des indicateurs économiques, sociaux et environnementaux de la RSE.

- La communication, la valorisation et la crédibilisation de la démarche RSE, par la production de rapport RSE et la communication aux parties prenantes.

Quelques thèmes clés servant couramment de focus de la RSE

- Les achats responsables, qui tiennent compte de l'ensemble des impacts dans le cycle de vie du produit et service achetés.
- L'économie circulaire, qui consiste à produire des biens et services tout en limitant la consommation et le gaspillage des matières premières, de l'eau et des sources d'énergie.
- Le management de l'énergie en vue de l'amélioration de la performance énergétique de l'entreprise, avec l'implication de chaque échelon de l'entreprise, en se servant de la norme ISO 50001 comme référentiel.

lioration de la performance énergétique de l'entreprise, avec l'implication de chaque échelon de l'entreprise, en se servant de la norme ISO 50001 comme référentiel.

- L'égalité professionnelle visant à faire bénéficier les femmes et les hommes d'un traitement égal en termes d'accès à l'emploi, d'accès à la formation professionnelle, de qualification, de classification, de promotion ainsi que de conditions de travail.

- Le reporting, qui permet de rendre compte des performances réalisées aux différents niveaux sur les plans économique, social et environnemental.

CFAO Congo : l'empreinte d'un engagement sociétal affirmé

« CFAO for Africa with Africa. » Ce concept résume bien la politique de responsabilité sociétale de CFAO Congo, une entreprise attentive à la santé de ses agents et de leurs familles, engagée dans le développement des compétences locales et pour la préservation de l'environnement. La société compte environ quatre-vingt-deux ans de présence au Congo et une empreinte positive dans l'imaginaire des Congolais.
Explications avec Monsieur Paris Bidjang, DRH de CFAO Congo.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN BANZOUZI MALONGA

CFAO Congo a-t-elle une politique de responsabilité sociétale d'entreprise ? Comment s'articule-t-elle ?

La politique RSE de CFAO Congo est d'abord liée à nos salariés et leurs ayants droit. Elle porte sur plusieurs axes, principalement la prise en charge médicale de nos agents et des membres de leurs familles. Nous procédons depuis de nombreuses années régulièrement à la sensibilisation et au traitement de certaines pathologies très répandues en Afrique. Notamment le paludisme contre lequel nous procédons à la distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide à nos agents. Nous luttons aussi contre le VIH Sida et le diabète au sein de l'entreprise, en initiant le dépistage de ces deux maladies et le suivi de traitement médical pour ceux qui sont malades. Nous procédons à la distribution systématique des préservatifs à notre personnel.

En sus de la partie médicale, il y a la partie éducation. CFAO Congo attribue des bourses d'études aux enfants des travailleurs qui satisfont aux différents examens d'État, jusqu'à la fin de leur cursus universitaire.

En ce qui concerne la préservation de l'environnement, nous veillons à ce que dans nos ateliers, nos activités ne puissent pas polluer l'environnement dans lequel nous travaillons. C'est ainsi que nous avons établi des contrats avec

des sociétés spécialisées pour le ramassage et la récupération systématiquement des huiles usées et des batteries usagées. Nous veillons à ce que notre environnement soit sain et propre.

Quelles sont vos actions RSE en dehors de l'entreprise ?

À l'endroit des populations en général et des conducteurs d'automobile en particulier, nous organisons des actions de sensibilisation sur la sécurité routière. Ce sont des rappels de certaines dispositions du code de la route pour la sécurité des usagers de la route, tant les conducteurs que les piétons. Par exemple ne pas téléphoner et ne pas boire l'alcool au volant, toujours attacher sa ceinture de sécurité, vérifier régulièrement tous les paramètres du véhicule, etc.

Quels projets en RSE pour CFAO Congo ?

En termes des proches perspectives, nous projetons d'atteindre zéro accident de travail, ou tout au moins réduire au minimum possible les risques d'accident de travail. Et ensuite promouvoir la formation et l'insertion professionnelle par la mise en place d'un partenariat cadre société et écoles, où nous pourrions appuyer la formation aux différents métiers qui nous intéressent, et ensuite insérer professionnellement des stagiaires suivant un programme bien défini.

Cartes VISA BGFIBank Congo

Votre triplé gagnant.

Bienvenue dans un monde d'avantages exclusifs.

Offres soumises à conditions.

Suivez-nous sur :

afao
ISO 9001
Qualité
APRÈS CERTIFICATION

BGFIBank

Votre partenaire pour l'avenir

On croit savoir que CFAO Congo s'intéresse particulièrement au don de sang. De quoi s'agit-il précisément ?

C'est un grand projet qui nous tient à cœur. La direction de CFAO Congo va organiser dans les mois à venir une grande campagne de collecte et don de sang au bénéfice de la Banque de sang ou des services habilités à le recueillir. Nous allons y intéresser l'ensemble de notre personnel, leurs familles, ainsi que nos clients

et le large public. En raison des fréquentes ruptures ou pénuries de sang constatées dans les hôpitaux, nous sommes interpellés pour y répondre, et je crois que c'est de la responsabilité de tout citoyen de donner un peu de son sang pour sauver des vies humaines.

Des filiales du Groupe CFAO dans d'autres pays l'ont déjà fait et la filiale congolaise ne va pas y déroger.



Et le concept de local content, comment est-il appliqué à CFAO Congo ?

Il y a un postulat chez CFAO qui dit « *CFAO for Africa with Africa* » (« *CFAO pour l'Afrique avec l'Afrique* »). Notre politique générale en termes de ressources humaines est de favoriser l'emploi local ; 95% de nos salariés sont des locaux. De même, les sociétés qui travaillent avec nous en termes de mise à disposition du personnel (entretien, gardiennage, etc.) sont des sociétés de droit congolais. Nous sommes donc dans la vision d'un développement des compétences locales. Ainsi, nous avons mis en place, depuis un an, une politique de valorisation des talents locaux. Des travailleurs identifiés ayant des talents ont suivi un programme d'intégration et de parrainage, à l'issue duquel ils sont promus à des postes de responsabilité.

C'est donc une politique d'africanisation ou de « congolisation » des postes en application de ce postulat *CFAO for Africa with Africa*.



LE VÉRITABLE N°1 DE LA SÉCURITÉ AU CONGO

DEPUIS 1975











ETUDE AUDIT · GARDIENNAGE · TRANSPORT DE FONDS · CYNOTECHNIE · DRESSAGE
PENSION · SURVEILLANCE ELECTRONIQUE · VIDEO SURVEILLANCE · TELEALARME



SIÈGE SOCIAL ET DIRECTION :
121 Av. Gustave ONDZIEL (en face de COFIBOIS)
BP : 570 Pointe - Noire (République du Congo)
Tél : +242 05 713 89 03 / 06 658 38 71 / 05 553 07 96
Email : scabsecu@hotmail.com

AGENCE DE BRAZZAVILLE :
166, rue Charles de Foucault - Quartier MFOA
BP : 15061 Brazzaville (République du Congo)
Tél : +242 05 578 53 11 / 06 627 71 62 / 05 553 07 96
Email : scabbrazza@yahoo.fr

ANTENNE DE DOLISIE :
81 bis, Avenue de l'hôpital de référence
Tél : +242 05 035 77 43 / 06 874 03 90 / 05 553 07 96
Email : antennescab.dolisie@gmail.com

Un large panel d'activités

Installée au Congo depuis 1937, CFAO Congo est une filiale du Groupe Toyota Tsusho Corporation (TTC), très connue pour sa principale activité de vente des véhicules légers. C'est le distributeur exclusif des marques Toyota, Suzuki, Peugeot. Cette activité dite automobile inclut le service après-vente, comprenant l'entretien des véhicules en réparation et la vente des pièces de rechange d'origine. CFAO Congo est aussi spécialisée dans la vente et l'entretien des véhicules poids lourds, et des engins industriels (Renault Trucks, JCB, Hino, Kinglong). Ce service, appelé « Equipment », porte aussi sur les activités de pneumatique (Bridgestone). Toutes ces activités axées sur la vente et l'entretien des véhicules légers, des poids lourds et des engins industriels sont complétées par Loxea Congo, un service de CFAO Congo dédié à la location courte et longue durée des véhicules.



Radisson BLU
M'BAMOU PALACE HOTEL
BRAZZAVILLE

M'BAMOU HEALTH

NOUVEAUX TARIFS AU CENTRE DE BIEN ÊTRE !

ACCÈS PISCINE
À PARTIR DE 4.000 XAF / JOUR

ABONNEMENT À LA SALLE DE SPORT
À PARTIR DE 100.000 XAF / MOIS

COURS DE NATATION
À PARTIR DE 6.500 XAF / SÉANCE D'UNE HEURE

COURS D'AQUAGYM
5.000 XAF / SÉANCE

CLUB & SPA

FEEL THE DIFFERENCE

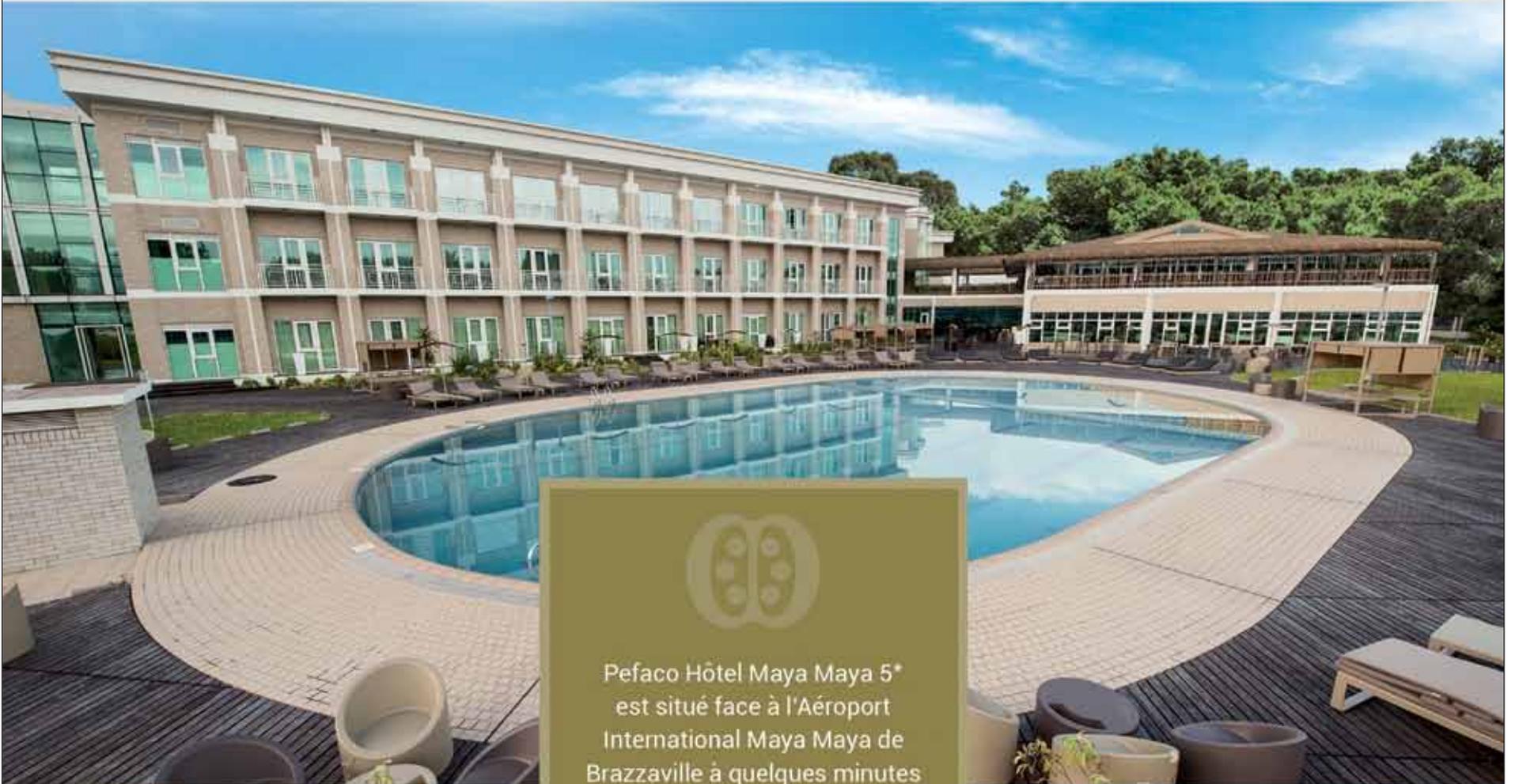
radissonblu.com/hotel-brazzaville



PEFACO HOTEL MAYA MAYA

AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE

★★★★★



Pefaco Hôtel Maya Maya 5* est situé face à l'Aéroport International Maya Maya de Brazzaville à quelques minutes en voiture du centre-ville.



L'hôtel dispose de 158 chambres 3 RESTAURANTS : Italien, Français et Africain.

CONCERT DE JAZZ gratuit tous les vendredis soirs.

POOL JAZZ BRUNCH au bord de la piscine tous les dimanches de 12h à 16h

LES SERVICES

Court de tennis • grande piscine avec bassin enfant • centre de fitness • service conciergerie 24h/24h
service pressing • location de Van Mercedes jusqu'à 7 places • grand Parking gratuit • 5 salles de séminaire.
Organisation de banquets, séminaires, mariages.

Tél. : +242 056 048 030 / +242 056 048 031

INFO@PEFACOHOTELMAYAMAYA.COM

www.pefacohotelmayamaya.com

Boulevard Denis Sassou Nguesso, Brazzaville, République Du Congo

E S P A C E
M B O N G U I



POOL JAZZ BRUNCH

TOUS LES DIMANCHES DE 12H À 16H AUTOUR DE LA PISCINE

**APÉRITIF
BUFFET BARBECUE À VOLONTÉ**

Cuisine Italienne
Plateau de charcuteries, lasagnes à la bolonaise maison, tiramisu maison...
Cuisine Française
Toasts de saumon fumé, toasts de foie gras, fromages...
Cuisine Congolaise
Brochettes de gambas, brochettes de viandes, Saka Saka, Makayabu...



PISCINE & LIVE JAZZ

ADULTES · 30 000 FCFA | ENFANTS DE 4 À 12 ANS · 15 000 FCFA | POUR LES MOINS DE 4 ANS · GRATUIT



PEFACO HOTEL MAYA MAYA
AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE



Saris-Congo : une entreprise citoyenne au service des objectifs de développement durable

NARCISSE BADIATA, RESPONSABLE RSE & COMPLIANCE

À l'ère des crises économiques qui se succèdent, où les nations peinent à retrouver le chemin d'une croissance durable et soutenue, et où les entreprises éprouvent des difficultés à améliorer la rentabilité des investissements, la Responsabilité sociale et environnementale (RSE) s'inscrit comme un moteur central de la performance.

L'économie responsable peut jouer un rôle important pour atteindre les 17 objectifs de développement durable (ODD). À cette fin, en ligne avec les orientations du Groupe Somdiaa, la Saris-Congo s'est engagée depuis plusieurs années dans une démarche de responsabilité sociale et environnementale. Si cet engagement sociétal implique une dimension sociale tournée vers les besoins et le bien-être de ses salariés et une dimension environnementale tournée vers la protection de l'environnement, il ne se réduit pas qu'à cela.

Une réelle responsabilité sociétale : formation et accompagnement des projets

L'engagement sociétal de la Saris-Congo comporte une dimension citoyenne qui suppose la prise en compte des besoins de la société civile en contribuant, entre autres, à lutter contre l'exclusion, les inégalités ou la pauvreté.

La Saris-Congo est très impliquée dans la vie de la ville de Nkayi et des localités voisines. En se donnant pour mission l'amélioration des conditions de vie des populations, l'entreprise a toujours entretenu de bonnes relations avec les populations riveraines de ses installations et développe un certain nombre d'activités de soutien aux

populations. L'entreprise sucrière contribue concrètement à l'ambition d'un développement responsable en soutenant des actions à fort impact sociétal, porteuses de valeurs d'intérêt général et de solidarité. Ainsi, elle a mis en place la Coordination RSE et la Fondation Saris. Ces deux entités sont au service de la réalisation des objectifs de la Saris en matière de responsabilité sociétale.

La Coordination de responsabilité sociétale d'entreprise (RSE) appuie la Saris-Congo dans la réalisation des actions au titre de l'environnement, du social interne et du sociétal (social externe). À ce titre, la direction générale élabore, planifie et entreprend des démarches et des actions sociétales qui sont par la suite mises en œuvre par la Coordination RSE de la Saris-Congo. Ces actions visent notamment à renforcer le dialogue et la communication permanente avec l'ensemble des parties prenantes de l'entreprise et contribue au développement local. Pour cela, la Coordination RSE veille à ce que l'activité de l'entreprise ait plus d'impacts positifs sur les communautés riveraines, avec la recherche d'un développement durable.

La Fondation Saris-Congo, ayant des actions complémentaires pour la même cible, œuvre à des initiatives collectives dans la zone, pour ainsi permettre une amélioration durable du bien-être économique, social, et culturel des populations riveraines. Elle appuie les groupements, les coopératives, les associations, les comités de développement villageois, dans leur structuration, leur reconnaissance administrative, la meilleure gestion de leur activité, la réalisation de leurs objectifs, notamment auprès des maraîchers, des éleveurs, des pêcheurs, des transformateurs, etc.

C'est dans ce contexte qu'elle a appuyé la mise en place d'un atelier de fabrication de savon et soutenu également de nombreuses

associations œuvrant dans le social à travers un appui technique et financier. Elle apporte par ailleurs des appuis multiformes aux communautés locales pour leur plein épanouissement.

Les réalisations au titre de la Fondation Saris-Congo

Ces trois dernières années, la Fondation Saris a pu ainsi former :

- 450 personnes en structuration (vie associative ; gestion administrative ; comptabilité simplifiée) ;
- 98 personnes sur des sujets techniques (saponification, itinéraires techniques agricoles, techniques maraîchères).

Depuis 2016, 9 microprojets (activités génératrices de revenus ou communautaires) ont été réalisés avec le même nombre de groupes, pour un total de 13 017 372 Fcfa. Parmi eux :

- Un projet d'appui aux pêcheurs de Kimpalanga en 2017, qui à travers la dotation de matériel, leur a permis d'améliorer leurs conditions de travail.
- Le projet d'appui au groupement CDAEF à Loudima en 2018, sur la production de 3 hectares de maïs et d'une culture de légumineuses en deuxième cycle, dans le but d'alimenter les producteurs d'aliment de bétail en matières premières locales, en partenariat avec l'IRA Loudima (Institut de recherche agronomique).

- La désinfection des latrines publiques, en partenariat avec le service d'hygiène de Nkayi et la sensibilisation à l'hépatite virale B auprès des personnes vulnérables, à Nkayi et ses environs (2 000 personnes).

Les réalisations au titre de la RSE Saris-Congo

Faisant partie intégrante de la dynamique d'entreprise sur laquelle repose la politique de développement durable de la Saris-Congo, la notion de responsabilité est aussi assimilée à la promotion de l'économie verte. À cette fin, tout le personnel de ladite structure est mobilisé à planter des arbres à l'occasion des Journées nationales de l'arbre dans le périmètre sucrier.

Au nombre des actions entreprises ces trois dernières années (2016-2018), on peut citer :

- 17 200 plants d'eucalyptus qui ont été plantés sur une superficie de 12 hectares et 5 000 tecks sur une superficie de 18 hectares.

- La création d'un tissu de PME : en vue d'accroître sa production, la Saris-Congo a associé les entreprises locales dans son plan de développement. La politique d'externalisation d'un certain nombre d'activités (génie civil, chaudronnerie, transport...) a permis la création d'un tissu économique de petites et moyennes entreprises (PME) qui n'existait pas auparavant dans la ville de Nkayi, diversifiant ainsi le bassin d'emploi dans la vallée du Niari. Aujourd'hui ces entreprises développent des compétences qui leur permettent d'obtenir des marchés en dehors de la Saris-Congo.

- La relève sociale : ce moyen de locomotion facilite le déplacement des populations des centres urbains de Nkayi (arrondissements) vers les villages et campements, et vice versa, avec quatre rotations journalières, pour les besoins de culture et de commercialisation de l'agriculture vivrière : manioc, igname, banane plantain, patate, arachide, concombre, fruits et autres.

- L'appui à la formation : depuis 2009, on note 11 contrats de formation en alternance d'ingénieurs avec l'institut Ucac-Icam. Dans la même dynamique, la Saris-Congo a mis à la disposition d'une communauté religieuse de droit diocésain une partie de ses infrastructures pour abriter une école primaire et un collège (Cardinal-Emile-Biyenda) afin de permettre aux enfants d'avoir une éducation de qualité et de proximité.

- Le renforcement des capacités opérationnelles du centre médico-social (CMS) de Saris-Congo. Ainsi, le CMS ne reçoit pas seulement les employés et leurs familles, mais aussi tous ceux qui désirent s'y faire soigner. On ne saurait omettre les consultations médicales gratuites ouvertes aux populations environnantes, lors des passages des médecins spécialisés. Les statistiques annuelles (31 décembre 2018) de ces consultations se présentent ainsi qu'il suit : 10 161 pour les spécialités (ORL, ophtalmologie, stomatologie, kinésithérapie et optique) dont 4 242 personnels de la société, 2 414 ayants droit (famille agents, expatriés, stagiaires et sous-traitants) et 3 505 autres (familles environnantes et retraités).

De notre point de vue, la RSE étant l'un des moyens pour les entreprises de contribuer aux Objectifs de développement durable, la Coordination RSE et la Fondation Saris-Congo constituent un espace de dialogue et de concertation incontournable sur cette thématique. Leurs actions permettent de



bâtir de réels partenariats de terrain au plus proche des besoins des communautés.

Un ambitieux projet autour du maïs

Dans le cadre de la stratégie du Groupe Somdiaa de participer à la valorisation des matières premières locales, et plus particulièrement le maïs, sa filiale la Saris-Congo a mis en place depuis fin 2014 un projet Maïs visant à accompagner le développement de la production de cette céréale par des petits agriculteurs. Pour favoriser le développement de cette culture, la Saris-Congo a mis en place un premier volet (fin 2014), regroupant des essais de maïs au sein de ses plan-

tations de canne à sucre (30 ha pilotes) dont les objectifs sont entre autres :

- Identifier puis promouvoir les meilleurs itinéraires techniques ;
- Déterminer les variétés les plus adaptées au milieu ;
- Découvrir et multiplier d'autres espèces pouvant intervenir en rotation ou association (soja, haricot...).

Pour impulser le développement de la filière, un volet villageois a été créé ensuite afin de :

- Assurer la diffusion des bonnes pratiques identifiées ;
- Participer à la structuration de la filière paysanne : Saris-Congo initie des contrats

avec des producteurs des quatre terres qui environnent les plantations. Dans le cadre de ce contrat, elle apporte tous les intrants nécessaires, assure les prestations agricoles (partenariat avec les prestataires locaux), accompagne le producteur du semis à la récolte en apportant un appui technique, conditionne et rachète la totalité de la récolte.

Le producteur s'engage à l'entretien de son champ et à l'exclusivité de la vente à Saris-Congo. Les frais avancés par Saris-Congo sont remboursés après la récolte.

Le nombre de producteurs suivis par le projet Maïs passe de 45 à 87 (passage de 81 à 218 hectares de maïs) à partir d'octobre 2018 et est amené à augmenter encore pour les prochaines campagnes. Ces agriculteurs sont formés pour devenir plus professionnels et indépendants.

Toutes les parties prenantes (fournisseurs, prestataires, institutions, éleveurs...) sont sollicitées par l'équipe du projet pour créer progressivement une synergie entre les acteurs de la filière Maïs. On peut dès lors s'interroger sur les débouchés d'un tel projet. Ce projet a pour perspectives de répondre à un besoin industriel local :

- Approvisionner à terme la maïserie de la SGMP (Société les Grands Moulins du Phare de Pointe-Noire, nouvelle filiale du Groupe Somdiaa, impulsée en 2017) : capacité de 100 t/jour ;
- Fournir les brasseries locales ;
- Transformer en aliment du bétail et fournir les éleveurs.



LESIMON & ASSOCIATES

FIRME D'AFFAIRES JURIDIQUES ET FISCALES
TAX AND BUSINESS LAW CONSULTING FIRM

VOTRE PARTENAIRE EN
GESTION DES RISQUES
D' AFFAIRES

- Conseil juridique
- Hotline et veille juridiques
- Gestion externalisée (*assistance à long terme*)
- Fiscalité
- Règlement amiable des conflits
- Affacturage
- Assistance bilingue (*Fr-En*)
- Recouvrement des créances
- Audit et formation



Av. Amilcar Cabral, immeuble Tours jumelles
Villarecci, 3^{ème} étage, Appt. 301 (face hôtel
Radisson Blu), Brazzaville (Congo).



(242) 22 611 86 27
(242) 05 361 85 90
(242) 06 838 67 33



lesimon.associates@gmail.com
firme@lesimon-associates.com
www.lesimon-associates.com

Brasco, une société certifiée conforme !

Il n'est pas toujours simple de concilier la performance économique avec le respect rigoureux des normes environnementales. C'est pourtant l'objectif du célèbre brasseur, qui s'est attelé à ce défi avec bonheur.

DOMINIQUE DHELLO, RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION - BRASCO



La vision de Brasco s'articule autour d'axes prioritaires spécifiques qui engagent la société dans la création de valeur à long terme. Le contexte économique difficile a motivé une profonde restructuration de nos dispositifs et les axes prioritaires ont été définis pour nous permettre de maintenir notre leadership sur le marché, générer de la croissance et nous concentrer sur la pérennité de notre activité, en tenant compte de notre environnement. « Brasser un monde meilleur » est l'une de ces priorités. Il s'agit d'une stratégie de développement durable qui unit toutes les entités des groupes Heineken et CFAO, avec pour objectif d'être une force de changement, tout en impactant positivement les communautés. Nos actions de responsabilité sociétale découlent de cette stratégie. Il y va des innovations énergétiques aux changements sociaux positifs inspirants qui édifient les perceptions du public, tout en proposant de nouvelles méthodes pour relever les défis de la société dans le respect des populations et de la planète.

Une reconnaissance de conformité et de nombreuses certifications

La conformité totale aux lois et réglementations qui régissent notre activité a toujours été un leitmotiv de nos actionnaires, et a fortiori celui de Brasco. Et notre responsabilité sociétale implique que nous

nous y engageons au niveau local. Localement, Brasco a obtenu le Certificat de conformité de nos sites, délivré par le ministère de l'Environnement suite aux études d'impact environnemental réalisées de 2012 à 2015, ce qui confirme notre démarche en faveur de la protection de l'environnement.

Au niveau international, les certifications aux normes ISO 9001, ISO 22000 et FSSC 22000 démontrent notre engagement en matière de management de la qualité et de la sécurité alimentaire, pour la satisfaction totale de nos clients, consommateurs, et partenaires.

Ces certifications sont venues couronner les actions que nous avons entreprises depuis de nombreuses années dans cette perspective, actions qui démontrent à juste titre le caractère précurseur de Brasco sur ces questions.

Une eau propre, débarrassée de ses impuretés

Depuis 2004, la société s'est dotée de deux stations de traitement des eaux usées, la première à Pointe-Noire et la seconde à Brazzaville.

Brasco a investi dans ces installations de traitement des eaux usées en provenance du processus de production des brasseries pour assurer l'élimination des particules grossières en suspension dans l'eau et leur dissolution avant rejet dans l'environnement.

SIAT



www.imperialbrandsplc.com

Rue de la Pointe Hollandaise - MPILA
BP 50 BRAZZAVILLE - République du Congo

05 770 14 61 / 06 999 14 61

www.imperialbrandsplc.com

 @ImperialBrands



Des bouteilles plastiques en pavés tous usages

Dans la même optique, Brasco soutient l'association Le Partenaire 381 (ALP 381) qui œuvre pour la récupération des déchets plastiques. Cette collaboration, débutée en 2013, est très importante pour Brasco et nous encourageons tous les embouteilleurs à y participer. La collecte des déchets plastiques, et plus particulièrement des bouteilles de boissons diverses (eaux minérales, boissons gazeuses, etc.), contribue à l'assainissement des villes et à la réinsertion sociale des populations vulnérables employées par l'association ALP 381.

Les déchets collectés sont recyclés en pavés, utilisables sur toutes surfaces et vendus à tous clients désireux de s'en procurer, qu'il s'agisse d'un usage privé ou professionnel. L'atout majeur de ces pavés en plastique est d'être un revêtement résistant et durable qui ne connaît pas la pénétration de l'eau, contrairement à ceux produits avec d'autres matériaux.

La contribution de Brasco à cette initiative s'est concrétisée par la participation financière au montage de l'unité de production qui se trouve à Kombé dans la périphérie de Brazzaville ; le don, au travers de la fondation Brasco, de motos Kavaki et d'un véhicule poids lourd pour augmenter les capacités de collecte des déchets.

Par ce partenariat, Brasco souhaite donner l'impulsion, encourager la prise de conscience générale sur les questions de recyclage, participer à la vulgarisation de ces nouveaux pavés pour l'adoption par tous. Par ailleurs, Brasco envisage d'accompagner l'ALP 381 dans ses objectifs de croissance ; et des actions conjointes en direction des municipalités sont prévues.

Vers un approvisionnement local des matières premières

Dans la perspective de recherche permanente des solutions propices au développement de l'environnement dans lequel nous exerçons, nous avons noué des partenariats avec des groupes internationaux spécialisés dans l'agriculture pour développer cette filière. Ceci, afin de produire localement, et à l'échelle industrielle, les matières premières céréalières classiques nécessaires à la fabrication de nos boissons (orge, maïs), mais aussi expérimenter des innovations (manioc, riz, etc.). L'objectif principal de cette démarche novatrice est de stimuler la croissance du secteur agricole congolais afin d'améliorer la disponibilité, la qualité et le prix de nos produits pour les consommateurs.

bilité, la qualité et le prix de nos produits pour les consommateurs.

Grâce à ces projets dont le dernier a été lancé en 2017 à Louvakou et qui s'étalent sur des dizaines de milliers d'hectares, près de 200 emplois directs ont été créés dans la zone Dolisie/Louvakou/Malolo, sans compter la centaine d'employés réguliers, la mise à disposition gratuite de 70 ha aux populations de Malolo, la création de deux écoles du cycle secondaire à court terme, etc.

Malgré un calendrier déjà bien chargé, Brasco ne compte pas en rester là et œuvre à ancrer davantage son empreinte dans la préservation de l'environnement et le développement durable.

1. Local sourcing

2. Grâce à l'association ALP 381, les déchets collectés sont recyclés en pavés plastique, utilisables sur toutes surfaces dont l'atout majeur est d'être un revêtement résistant et durable.

3. STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES



Votre partenaire Qualité, Santé et sécurité, Environnement

Evaluation de conformité - Certification - Conseil - Formation

Bureau Veritas Congo

148, avenue du havre.

Zone industrielle en face de Boscongo

B.P. 687 - Pointe-Noire

Tél. : +242 05 713 94 64 / 06 653 30 06

gsit.congo@bureauveritas.com

www.bureauveritas.com



**BUREAU
VERITAS**

Move Forward with Confidence*

Marine & Offshore | Industrie | Inspection & Vérification en service | Hygiène, Sécurité & Environnement
Construction | Certification | Services aux Gouvernements & Commerce International

Groupe Bolloré : L'empreinte sociale et de développement durable du Groupe au Congo Brazzaville

LARÉDACTION

La responsabilité sociétale du Groupe Bolloré au Congo se déploie au travers d'activités multiformes, qui contribuent à prendre soins de ses employés, à améliorer les conditions de vie des populations locales dans la mesure du possible et des personnes en situation de défavorisées. Les entreprises du groupe Bolloré sont engagées à concilier leurs performances économiques avec leur mission sociale et la préservation de l'environnement.



KACC

Vos solutions en
Intérim & recrutement,
Gestion de paies et conseil



1. Interim et recrutement

- Gestion externalisée de votre personnel local et expatrié
- Consolidation de vos équipes et repérage de vos futurs talents
- Importante CVthèque de profils variés
- Maîtrise des spécificités des conventions collectives et des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Congo

2. Prestations globales sur chantier

- Recherche et mise à disposition de personnels incluant la fourniture et gestion des EPI et transport sur site

3. Externalisation des paies et conseils RH

- Libérer votre service RH de tâches liées au traitement de la paie
- Conseils techniques et solutions assurant une externalisation conforme de la paie de vos employés
- Gestion quotidienne de vos ressources humaines (discipline, préparation contrats de travail, rédaction règlement intérieur, etc.)

Pointe Noire et Brazzaville
Tél : +242 06 504 55 55
 Email : info@kac-congo.com
kac-congo.com

Offrir aux collaborateurs et leurs ayants-droit les moyens d'être en bonne santé

Une assurance maladie avec un système de remboursement des frais médicaux est souscrite pour le personnel et les membres de leur famille. En s'appuyant sur les médecins-conseil et les pairs éducateurs, le groupe organise tous les ans des sensibilisations internes à différentes pandémies (paludisme, VIH/sida, épidémies ponctuelles).

Promouvoir l'égalité homme-femme dans le travail

Comme les hommes, dans chacune de nos entités, les femmes occupent des postes d'agents de maîtrise et d'encadrement. Elles représentent plus de 21 % du segment des cadres. En plus d'être promues à des postes de responsabilité, elles évoluent désormais dans des métiers traditionnellement réservés aux hommes : portiqueuses, mécaniciennes, conductrices RTG, responsable de gestion de stocks, etc.

Favoriser le développement des compétences des collaborateurs

Pour accompagner le développement des compétences de ses collaborateurs, le groupe a une politique axée sur quatre points : la promotion de la mobilité interne, la formation dynamique, un cycle commun d'entretiens annuels pour la gestion efficace des carrières, le développement des relations étroites avec les grandes écoles. Cette politique représente un enjeu essentiel en termes d'identité du groupe. A titre d'illustration, 80 % du personnel a soit reçu une formation complémentaire soit une remise à niveau de ses compétences.

Favoriser le local content et les relations étroites avec les parties prenantes

Le groupe encourage le développement des talents locaux. Ses effectifs sont constitués de moins de 1% d'expatriés sur près de 2 000 salariés et plus de 90% d'achats des biens et services se font en local.

Des actions sociétales au service de la population congolaise

Malgré la crise économique qui affecte l'ensemble des secteurs et qui n'épargne pas ses activités, le Groupe Bolloré n'a pas arrêté la mise en œuvre de sa politique sociétale. Ainsi, il a mené des actions multiformes, telles que l'appui aux CTA (centre de traitements ambulatoires) pour les enfants séropositifs, la lutte contre les cancers pédiatriques, les dons de matériels didactiques et de santé, de matériels de première nécessité l'accompagnement d'activités sportives et socio-culturelles, l'aide aux personnes en situation précaire (personnes âgées, orphelins) avec le Samu Social et Action Solidarité Internationale ASI, etc. Les entités du groupe avec leurs partenaires ont scolarisé plus de 1 000 enfants, offert plus de 5 000 poches de sang double et distribué plus de 15 000 moustiquaires depuis 2009.

Accompagner la jeunesse et favoriser la formation

Bolloré Transport & Logistics investit également dans la formation de la jeunesse

à travers différents biais : stages, formation en alternance, visites guidées des installations organisées avec des établissements d'enseignements supérieurs proposant des filières dans les métiers des entreprises du groupe et accompagnement de l'association des logisticiens du Congo.

Le groupe encourage les jeunes à l'entrepreneuriat en soutenant l'Institut européen de coopération et de développement (IECD), l'Association Pointe-Noire industrielle (APNI) et en participant chaque année au forum de l'entrepreneuriat organisé par la Chambre de commerce de Pointe-Noire. Ce qui a permis de former plus de 300 entrepreneurs locaux et favoriser la formation à l'emploi de près de 500 jeunes.

Une démarche pédagogique pour préserver l'environnement

À l'occasion de la journée mondiale de l'environnement, les employés assistés des directions générales participent à une opération d'assainissement et de ramassage des déchets sur les plages de Pointe-Noire. Car sous l'action combinée des courants marins et des marées, ces plages sont des réceptacles naturels pour les nombreux débris flottant à la surface de la mer et rejetés sur les côtes.

Mieux que cette opération ponctuelle, le groupe soutient également Renatura, une ONG engagée dans la protection des tortues marines, HELP Congo, une autre ONG au service de la protection des primates (chimpanzés, gorilles, etc.).

Courant 2015, la filiale Congo Terminal a choisi d'investir dans la construction d'une centrale de traitement et de distribution d'eau potable et l'installation des fontaines d'eau réfrigérée pour permettre à ses agents de se désaltérer en permanence dans les sites. Cette action a permis de supprimer la distribution d'un million de bouteilles en plastique.

Bolloré Transport & Logistics s'investit dans le développement culturel et sportif

Tous les ans, le 20 septembre, Bolloré Transport & Logistics organise le « Marathon Day ». Un événement fédérateur et solidaire. Les 36 000 collaborateurs dans le monde dont font partie les employés du Congo sont invités à marcher ou courir sur 5 kilomètres pour soutenir une association caritative internationale. Pour chaque inscription le groupe reverse à l'ONG 3€/personne. C'est ainsi que depuis 2016, année de la mise en place de cette activité, plus de 100 000 € ont été reversés aux associations caritatives. Une nouvelle innovation survenue l'année dernière vient renforcer localement l'engagement du groupe via le Marathon Day : chaque pays réalise une action au profit de la jeunesse en droite ligne avec notre politique mécénale (don de tables bancs, de fourniture scolaires, construction de salle de classe, etc...).

Au-delà de ses objectifs et missions dans le cadre des opérations logistiques et portuaires, les différentes filiales du groupe sont des entreprises citoyennes, attentives à la situation socioéconomique et environnementale dans laquelle elles évoluent.

CONGO TERMINAL
POINTE-NOIRE

2009 - 2019
AU SERVICE DE LA
TRANSFORMATION
LOGISTIQUE
DU CONGO



Congo Terminal a investi dans des infrastructures portuaires de premier plan et des solutions logistiques multimodales, affichant ainsi au bout des 10 premières années de concession, un terminal à conteneurs parmi les plus performants du continent. Ces succès opérationnels, confortent la place du Port Autonome de Pointe-Noire comme porte d'entrée de l'Afrique Centrale.

Une concession de :





PREZIOSO
CONGO

Ulfinae lla ngepe gge
clae escolla nti lla nne
pocollu nti lla nne
eati n n n n n n n n n n n n

- T n n n n n n n n n n n n
- T n n n n n n n n n n n n
- P n n n n n n n n n n n n
- M n n n n n n n n n n n n
(é n n n n n n n n n n n n)
- C n n n n n n n n n n n n
- T n n n n n n n n n n n n
- T n n n n n n n n n n n n



Des équipes
dédiées
aux Grands
Projets



PREZIOSO Congo SA

Yard Ocean Express

BP 1921 Pointe-Noire

T. + (242) 06 633 15 10

contact@prezioso-linjebygg.com

www.altrad.com

Aker Solutions SA Congo

Expertise des systèmes de productions sous-marins, associée à la formation des compétences locales

Spécialisée dans les équipements énergétiques en général et les entreprises pétrolières en particulier, Aker Solutions déploie au Congo une expertise dans les systèmes de production sous-marins (SPS). Des technologies de pointe qui ont induit une démarche RSE orientée vers le développement et le soutien des compétences locales.

JEAN BANZOUZI MALONGA

Aker Solutions Congo SA fait partie d'une société internationale d'énergie employant environ 15 000 personnes dans plus de 20 pays. L'installation d'Aker Solutions au Congo en septembre 2013 était motivée par la volonté de la République du Congo de développer des opérations en eaux profondes ainsi que par les besoins exprimés par les sociétés pétrolières locales. En particulier Total E & P Congo qui envisageait de lancer le projet Moho-Nord. Grâce à son histoire internationale et à ses expériences réussies auprès des majors du secteur pétrolier et gazier, la direction du groupe Aker Solutions, avec le soutien du groupe Total Exploration & Production a permis de déployer au Congo une expertise dans les systèmes de production sous-marins (SPS).

En clair, Aker Solutions SA Congo est spécialisée dans la fourniture d'équipements et de services adaptés aux besoins des sociétés du secteur de l'énergie. Le groupe dispose de plusieurs unités de fabrication et de production à travers le monde. Cela lui permet de couvrir toute la chaîne de services allant de la conception, la conception détaillée, la fabrication, la construction et la mise en service, en passant par l'exploitation, la maintenance et le décommissioning/déclassement.

Aker Solutions SA Congo travaille actuellement sur le projet Moho-Nord et cherche à établir des relations solides avec d'autres opérateurs locaux. C'est dans ce cadre qu'elle a récemment signé un accord de partenariat avec la société Emexdis. Cet accord permet à Aker Solutions de bénéficier d'un soutien local supplémentaire pour ses projets, tout en lui permettant d'avoir un impact positif sur la communauté locale, grâce au développement des compétences. « *En travaillant ensemble, nous sommes en mesure d'améliorer le service d'assistance pour le secteur de l'énergie en République du Congo. Ce partenariat intègre la culture industrielle locale et internationale à travers le partage d'expériences, le transfert de technologie et la proximité avec des opérateurs locaux* », explique Ross McLachlan le Dg de Aker Solutions SA Congo

Une RSE en faveur des compétences locales

Aker Solutions SA Congo attache une grande importance à la responsabilité sociétale d'entreprise. Une politique soutenue au plus haut niveau de direction. Quand on demande ce qui a été déjà fait en matière de RSE, M. Ross McLachlan, DG d'Aker Solutions SA Congo répond : « *Nous avons mis en place un programme de développement de la jeunesse congolaise en offrant des stages aux nouveaux diplômés. Nous avons accueilli 12 apprentis dans notre entreprise au cours des dernières années. Ces diplômés passent au moins deux mois d'apprentissage dans les ateliers ou les bureaux de notre entreprise. Nous sommes convaincus que ces expériences pratiques leur permettent d'enrichir leur compréhension de l'environnement professionnel et industriel tout en développant leurs compétences* », dit Ross McLachlan. Par ailleurs, Aker Solutions s'engage à avoir un impact positif sur les communautés dans lesquelles elle opère et cherche activement d'autres opportunités pour soutenir les talents locaux au Congo. De même, en matière de développement durable, Aker Solutions dispose d'une vaste chaîne logistique, dont l'ambition est de soutenir les partenaires et les fournisseurs locaux. Cette démarche, associée au développement des compétences par le biais d'investissements dans l'éducation, a été une approche très efficace déjà expérimentée en Afrique et ailleurs dans le monde.

Ainsi, la politique du groupe Aker Solutions est de toujours valoriser le contenu local partout où il opère. Ceci s'applique à toutes les ressources économiques et humaines disponibles dans le pays. Ross McLachlan cite en exemple : « *À la fin de l'année 2013, au début de nos activités en République du Congo; nous avons recruté 16 jeunes congolais qui ont été envoyés en Norvège pour suivre une formation d'une durée minimale de 6 mois. Ces employés sont revenus de leur formation en 2014 et ont poursuivi avec succès leur formation pratique sous la supervision de techniciens et d'experts expatriés. Ce groupe de jeunes est un groupe pionnier dans l'industrie sous-marine du pays. Ils ont été bien in-*

tégrés et contribuent pleinement au succès d'Aker Solutions au Congo. » La société continue de former le personnel local pour l'aider à évoluer dans sa carrière, affirme le patron de Aker Solutions SA Congo.



Le Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel, Brazzaville et la RSE

Depuis 1989, Radisson Hotel Group est le premier groupe hôtelier doté d'une politique environnementale et, depuis 2001, il met en œuvre le programme actif « Responsible Business ».

NASTASIA BORGOLOTTO, MARKETING & COMMUNICATION MANAGER, EXECUTIVE ASSISTANT TO GM



Ce programme « Responsible Business » est basé sur trois piliers :

- **Think Planet**, dont le but est de réduire l'impact négatif sur l'environnement en mettant en place des plans d'actions pour réduire le taux de déchets et les consommations en eau et électricité ;
- **Think People**, où l'hôtel met au premier plan le bien-être de ses clients et de ses employés ;
- **Think Community**, où des actions d'aide à la communauté sont mises en place.

Dès son ouverture, en septembre 2015, le Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel Brazzaville a mis en place ce programme « Responsible Business ». En décembre 2015, soit trois mois après ses débuts, l'hôtel organisa un cocktail de Noël pour collecter des fonds en vue de financer la scolarité de plusieurs orphelins de la Maison de la Charité, orphelinat basé dans les quartiers nord de la capitale congolaise.

Des actions concrètes

Au fil des années, le champ des actions de l'hôtel s'est étendu. C'est ainsi que nous pouvons citer la rénovation de l'atelier de menuiserie de l'Institut des Jeunes Sourds de

Brazzaville, en 2016, avec la mise aux normes des circuits électriques et d'eau, le nettoyage et les travaux de peinture de tout l'atelier et la réparation des machines de menuiserie.

En 2017, des employés bénévoles de l'hôtel ont procédé au ramassage des déchets aux Cataractes, un site touristique situé au sud de Brazzaville, au bord du fleuve Congo. Et, depuis 2018, l'hôtel mène une action sur du long terme à travers le soutien au Centre Béthanie, un orphelinat de Brazzaville où vivent une cinquantaine d'enfants âgés de quelques mois à quinze ans. Après avoir fait divers dons à cet orphelinat pour répondre aux besoins courants des orphelins, l'hôtel financera la scolarité de plusieurs enfants à la rentrée d'octobre 2019 et embauchera éventuellement les plus grands enfants en contrat d'apprentissage, pour aider à leur insertion professionnelle et sociale.

Pour faire vivre ce programme « Responsible Business », l'hôtel a aussi pris un bon nombre de mesures pour la planète, en commençant par remplacer les pailles en plastique par des pailles en papier. De même, les bouteilles en plastique ont été retirées, en accord avec la politique du Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel Brazzaville, et remplacées par des bouteilles en verre ou recyclables.

Le directeur général, Monsieur Patrick D'Hoore, a quitté le Congo pour relever de nouveaux challenges au Radisson Blu, à Bruges en Belgique, mais malgré son départ, nous sommes sûrs que l'élan qu'il a impulsé en matière de RSE sera maintenu par Monsieur Christophe Pagni, le nouveau directeur, et que de nombreuses autres belles initiatives suivront !



L'engagement d'Eni Congo dans la RSE et dans les objectifs du développement durable

MARCO ROTONDI, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE ENI CONGO

Se reconnaissant être une « entreprise responsable et durable », certifiée ISO 26000, Eni Congo est devenue, en cinquante ans de présence au Congo, non pas uniquement une entreprise d'exploration et de production d'hydrocarbures, mais désormais une entreprise énergétique.

Le modèle d'entreprise d'Eni est axé sur la création de valeur pour ses parties prenantes et ses actionnaires. Eni reconnaît que le principal défi du secteur de l'énergie est de fournir à tous un accès efficace et durable aux ressources énergétiques, tout en luttant contre le changement climatique.

Dans ce cadre, Eni a adopté une approche systémique visant à rechercher l'efficacité, la résilience et la croissance, en incorporant la durabilité dans ses fonctions organiques. Cette approche intègre également les tendances émergentes de la décarbonisation et du développement inclusif en les intégrant dans le plan industriel et dans son modèle opérationnel.

Avec cette stratégie, Eni adopte donc un modèle d'entreprise fondé sur l'application de technologies propres et innovantes et sur le processus de digitalisation, en s'appuyant sur les leviers suivants : l'excellence opérationnelle, la neutralité carbone à long terme, et le développement local illustrés par le schéma ci-dessous.

Accès à l'énergie
D'après les statistiques, environ 600 millions

de personnes n'ont pas accès à l'énergie de par le monde, dont 45% de la population totale du Congo.

Les activités pour faciliter l'accès à l'énergie dans le pays grâce à Eni Congo ont débuté par le projet de réduction du gaz *flaring* sur le champ on shore de Mboundi. À mesure que nous réduisons le gaz de la torchère, nous le récupérons pour le transformer en énergie au profit de la population. C'est ainsi qu'en 2008, Eni Congo a préfinancé la Centrale électrique de Djeno (CED), d'une capacité de production de 50 MW. Il s'agit de la première centrale électrique à gaz du Congo.

Ensuite, à la faveur de la découverte d'importantes quantités d'hydrocarbures gazeux sur le champ Marine XII opéré par Eni Congo, priorité a été donnée à la valorisation du gaz dans le but d'étendre la disponibilité de l'énergie électrique au pays, en lieu et place d'implantation de train de LNG destiné à commercialiser le produit transformé sur le marché international.

Eu égard au potentiel gazier et aux enseignements tirés de cette première expérience, Eni Congo va s'engager en 2010, dans un

accord avec la République du Congo, pour lancer un vaste programme, destiné non seulement à satisfaire la demande nationale, mais également à créer les conditions dans la perspective d'exporter l'énergie électrique, à travers la Centrale électrique du Congo (CEC), détenue à hauteur de 20% par Eni Congo, et 80% par l'État congolais. Il s'agit d'un projet intégré.

En dehors de la construction de la CEC avec les deux premières turbines, le projet a également inclus la réhabilitation et l'installation de nouveaux tronçons sur la ligne à haute tension entre Pointe-Noire et Brazzaville (510 km), avec entre autres volets, la fourniture d'environ 6.500 lampadaires à Pointe-Noire pour accompagner l'extension du réseau de distribution de cette ville.

À ce jour, la CEC produit près de 300 MW grâce à deux turbines, fournissant environ 70% du courant électrique disponible dans le pays. Une troisième turbine de nouvelle génération est en cours d'installation, elle sera principalement destinée aux clients industriels, notamment dans le secteur des mines pour lequel il est prévu un important développement dans le futur.

Avec trois turbines, la puissance de la Centrale sera d'environ 490 MW pour un coût total de 1,6 milliard de USD.

La disponibilité de cette énergie a permis l'éclosion d'un tissu économique local. Nous avons également noté un impact non négligeable dans plusieurs secteurs, notamment l'éducation, avec la connexion au réseau électrique de la majorité des écoles, des structures de santé qui ont pu acquérir et mieux entretenir leurs équipements, sans oublier l'amélioration de la qualité de vie au quotidien des populations.

Accès à la santé

Eni Congo a toujours soutenu l'effort des autorités publiques pour l'amélioration des conditions de vie des communautés locales, notamment par la réhabilitation et la construction des structures sanitaires. Si nous ne retenons que ces 25 années dernières, la société a par exemple lancé de 1994 à 2000 les opérations « Clinique Mobile » sur toute l'étendue du territoire national. C'est au cours de cette période que Eni Congo a réhabilité l'hôpital de Talangai à Brazzaville et la maternité de l'hôpital de Dolisie.

En 2005, Eni Congo a lancé, en partenariat avec l'université de la ville Gênes en Italie, l'initiative Kento Mwana. Ce projet très salubre avait permis le traitement des

LES ACTIONS DE SOUTIEN À LA SOCIÉTÉ ENI CONGO S'ARTICULENT AUTOUR DES THÉMATIQUES SUIVANTES : L'ACCÈS À L'ÉNERGIE ; L'ACCÈS À LA SANTÉ ; L'ACCÈS À L'ÉDUCATION ; LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU PROFIT DES COMMUNAUTÉS ENVIRONNANTES DE NOS SITES DE PRODUCTION ; LES PROJETS CULTURELS ET L'ÉNERGIE RENOUVELABLE Y COMPRIS LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT.





1. TERMINAL DE LITCHENDJILI
2. CENTRE D'ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE DE HINDA
3. SALLE DE LA MATERNITÉ

femmes enceintes porteuses du VIH, afin d'éviter la transmission du virus au fœtus. 30 000 femmes ont été concernées par ce programme, avec des résultats probants, dans la mesure où le risque de transmission est passé de 30% à 2%.

Dès 2012, le projet Salissa Mwana a été lancé. Il s'agit d'un vaste programme vaccinal dans les régions du Niari, du Kouilou et de la Cuvette. 450 000 enfants ont pu être vaccinés. Cette initiative a permis d'augmenter la couverture vaccinale de 60 à 85% de la population. En outre, 30 cliniques ont été réhabilitées sur toute l'étendue du territoire national et 18 forages d'eau potable

ont été réalisés au bénéfice de plusieurs communes rurales.

Dans le cadre du Projet intégré de Hinda (PIH), 12 centres de santé ont été réhabilités ou construits, puis équipés, 29.000 enfants ont été vaccinés dans ce district d'environ 830 km².

Accès à l'éducation

Dans le cadre du Projet Intégré de Hinda (PIH), 3.300 enfants ont été scolarisés grâce à la réhabilitation de 11 écoles et cantines scolaires. En outre, 270 personnes adultes ont bénéficié de projets spécifiques d'alphabétisation mis en place par Eni Congo.

De manière anecdotique, depuis deux ans, Eni Congo fait bénéficier aux étudiants congolais de niveau master ou doctorant la participation à une initiative internationale du groupe Eni intitulée « Eni Young Talents ». Il consiste à un concours axé sur la recherche des solutions durables en matière d'énergie renouvelable et d'accès à l'eau. Le vainqueur de ce concours bénéficie d'une bourse d'étude dans une université italienne. Pour la dernière édition, la lauréate est une étudiante de l'université Marien-Ngouabi. Elle se trouve actuellement en Italie pour finaliser son projet. À l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de



Centre d'Affaires pour les Entreprises

Transformez votre smartphone en portefeuille électronique






Une Banque de Proximité (Agence Ouénzé/LCB Academy)

Notre ambition est aussi bien de maintenir notre leadership sur la place financière congolaise en poursuivant notre développement, que d'assurer la satisfaction des attentes de l'ensemble de notre clientèle à travers l'amélioration continue de la qualité de nos services, le renforcement des capacités des ressources humaines, l'innovation ainsi que de l'élargissement de la gamme de nos produits dans le respect des ratios réglementaires.



LCB Bank
GROUPE BMCE BANK

Toujours plus proche de vous

www.lcb-bank.com

la présence d'Eni au Congo, le projet « Mwana Kelassi » a été lancé. Il s'agit d'une donation de 3 000 tables bancs à 13 écoles primaires du département de Pointe Noire, au bénéfice de 12.170 enfants, pour un budget de 0,31 MUSD. Le but est non seulement de combler le déficit en tables-bancs, mais aussi de garantir le confort des apprenants du cycle primaire par la sécurisation des salles de classes et leur réaménagement et équipement, la facilitation de l'accès aux écoles aux enfants vulnérables.

Initiatives d'investissement communautaire : Projet intégré de Hinda (PIH)

La République du Congo et Eni Congo ont conclu le 31 août 2011 un protocole d'accord renouvelé en 2016, pour la mise en œuvre d'un projet intégré dont l'objectif général est de promouvoir le développement humain pour tous dans un environnement conservé, dans les districts de Hinda, Loango, Mvouti (Kouilou) et de Tchiamba-Nzassi, couvrant une aire de 830 km². Il intervient dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'environnement, l'accès à l'eau et à l'énergie, ainsi que dans l'agriculture (ODD 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 12, 15, 17). Le coût total du projet est de 21 MUSD.

Un des plus importants projets de développement du PIH est le Catrep (Centre d'appui technique et de ressources professionnelles). Conformément au Plan national de développement 2018-2021, ce projet vise à réduire le taux de pauvreté et

à promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ODD 1 et 2) et stimuler une croissance économique durable, l'emploi inclusif et durable, plein et productif, et un travail décent pour tous (ODD 8). Le projet Catrep se développe sur une réserve foncière de 100 hectares, impliquant environ 500 personnes et 2 500 membres de leurs familles. Après la construction et la réhabilitation d'infrastructures dédiées à l'agriculture et à l'élevage en 2012, ce projet a lancé en 2018, également le démarrage des activités pour une agriculture biologique, sur deux hectares de terres. À la première récolte, les résultats atteints par les agriculteurs sont les suivants : culture de 25 espèces de légumes avec une production totale de 18 tonnes. Les produits sont vendus au détail à domicile, et en gros auprès des restaurants, supermarchés et sociétés de catering de Pointe-Noire. En 2018, les activités d'élevage (aviculture, oviculture et élevage des porcins) ont aussi démarré au sein du Catrep.

Pour davantage garantir la sécurité alimentaire, le projet collabore avec le Programme alimentaire mondial (PAM) pour la production et la vente culture des haricots secs dans toute la zone du projet. Dans les prochaines étapes, il est prévu la création d'un jardin botanique avec la culture et la vente de plantes médicinales.

Protection de l'Environnement et conservation de la biodiversité

Eni Congo adopte une approche qui

garantit les relations entre les questions environnementales telles que la conservation de la biodiversité et des écosystèmes, le changement climatique, la gestion de l'eau et les questions sociales, telles que le développement durable des communautés locales, pour qu'elles soient identifiées et gérées correctement sur la base de directives techniques.

Pour assurer la surveillance des sites prioritaires, un plan d'action pour la biodiversité a été mis en œuvre, garantissant des mesures d'atténuation d'impacts et la gestion efficace des risques, en collaboration avec des ONG spécialisées. Ce sont ces mesures qui entourent la gestion durable autour de Loufika, un de nos sites de production on shore, entouré d'un habitat forestier d'importance majeure pour la biodiversité, où des espèces prioritaires coexistent avec les activités pétrolières sont fortement menacées, principalement par le braconnage et la production de charbon de bois.

Dans le même esprit, afin de prévenir la déforestation, des « *Cookstoves* » (foyers de cuisson) ont été imaginés et conçus par nos soins, puis proposés aux populations environnantes, afin de leur permettre de cuisiner en toute sécurité, mais surtout en évitant de consommer beaucoup de bois de chauffe et l'émission de grande quantité de fumée par rapport à un réchaud traditionnel. À cela, il conviendrait d'ajouter le programme spécial mis en place pour la récupération des ordures difficilement dégradables telles que les déchets industriels contaminés par les hydrocarbures à travers la méthodologie de bio-traitement par *landfarming*, ou la transformation en compost des déchets ordinaires d'origine ménagère. À l'occasion de la Journée internationale de l'environnement, Eni Congo a organisé son premier « *Beach Cleaning* », ayant pour but de nettoyer les plages du littoral de Pointe-Noire en soustrayant les ordures, notamment des plastiques, nocifs pour les écosystèmes. Pour l'édition 2019, cette opération a permis de ramasser 1,2 tonne d'ordures sur une étendue de 3 kilomètres sur les plages de Côte Matève.

Projets culturels

Dans le cadre de l'Accord particulier du 19 Juillet 2013 relatif aux projets sociaux associés aux permis d'exploitation Loango II et Zatchi II, Eni Congo s'était engagée à la valorisation du patrimoine culturel congolais, en partenariat avec Total EP Congo, par la réalisation des infrastructures culturelles suivantes : réhabilitation du Cercle culturel de Pointe Noire et sa transformation en musée communal ; réhabilitation de la Case des gouverneurs de Makoua et sa transformation en un espace multimédia pour les jeunes ; extension du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. Le budget prévu est 15 millions USD.

Musée Cercle africain

Construit en 1934, le bâtiment qui abrite le Cercle africain était abandonné dans un état de délabrement avancé. En 2018, Eni Congo et quelques partenaires l'ont transformé en un véritable musée communal ouvert à toute l'Afrique et prestigieusement patronné par l'Unesco. Depuis sa réouverture, il est devenu le premier musée de la ville de Pointe-Noire, avec un accès gratuit

pour les enfants et les écoliers qui peuvent ainsi bénéficier des expositions permanentes et temporaires pour la promotion des artistes et œuvres congolaises et africaines d'art moderne. Le musée est situé aux abords du rond-point de la République, vers la mairie de l'arrondissement numéro 1 de Pointe-Noire. Il est ouvert à tous.

Réhabilitation de la Case des gouverneurs de Makoua et sa transformation en un espace multimédia pour les jeunes

Situé à Makoua, une ville du département de la Cuvette, le bâtiment construit en 1910 et partiellement restauré en 2000 a été choisi pour une réhabilitation avec un changement de fonction, passant d'une résidence à une bibliothèque (espace multimédia). Resté longtemps sans entretien, il a subi une dégradation assez avancée. Débutés en 2017, les travaux de réhabilitation sont en cours de finition, et l'ouvrage sera officiellement remis à la Mairie de Makoua au cours de cette année 2019.

Extension du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza

Construit en 2006 dans le centre-ville de la capitale congolaise, le Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza est avant tout un site touristique qui retrace l'histoire du Congo et le parcours de l'explorateur français d'origine italienne du même nom, fondateur de la ville de Brazzaville en octobre 1880. Depuis juillet 2015, le Congo, en collaboration avec Eni Congo, a lancé les travaux d'agrandissement de l'édifice pour sa transformation en un véritable complexe culturel, doté entre autres d'un amphithéâtre de près de 800 places, d'une salle de spectacle, d'un musée, d'une bibliothèque, d'une galerie d'art et de restaurants.

Ce centre culturel proposera notamment une programmation de spectacles, des expositions, des conférences, mais aussi de l'animation socioculturelle à destination de la population locale ou de passage. Les travaux d'extension sont encore en cours de réalisation, son ouverture est prévue d'ici la fin de l'année.

Recherches pour les énergies renouvelables : Centre d'excellence d'Oyo

Cadrant avec la mission d'entreprise énergétique d'Eni Congo, ce projet débuté en 2016, sera inauguré en 2022 avec un budget de 30 millions USD totalement financé sur fonds propres. Il porte sur la construction et la réalisation à Oyo, dans le département de la Cuvette, d'un centre de référence pour l'Afrique, spécialisé dans l'étude et le développement des énergies renouvelables, pour la diversification de la production de l'énergie et le développement du capital humain.

Le Centre a pour objectif général d'encourager l'innovation et promouvoir l'accès à l'énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous, la préservation et la restauration des écosystèmes terrestres, contribuer à la lutte contre les changements climatiques, et favoriser une croissance économique soutenue, partagée et durable. Il contribue ainsi à l'Agenda 2030 des Nations unies (ODD 9, 7, 15, 13, 8, 17) et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

ELAIS HOTEL 4 ETOILES
POINTE-NOIRE

- 191 Chambres
- Piscine
- Terrain de Tennis
- Salle de Fitness
- Jardin arboré de 2,5 hectares
- Parking privé et surveillé
- Salle de sport
- Restaurant La Paillette
- Restaurant UMA

2 RESTAURANTS, 3 BARS

BUREAUX, SALLES DE REUNION ET DE RECEPTION

- Espaces de bureaux à louer, court, moyen & long terme
- Salles de réunion & visio-conférence (8 à 500 pers)
- Événementiel (mariage, anniversaire)

ESPACE CO-WORKING

- Connexion internet haut débit
- Secrétaire
- Salon
- Eau, café & thé à volonté

Au cœur de Pointe-Noire, à 10min de l'aéroport

Boulevard Général de Gaulle - angle rue Nguédi, B.P. 709 Pointe-Noire
T. +242 22 294 12 51 (+242 05 511 64 84) - E. secretariat_elais@yahoo.com



VOTRE PARTENAIRE DANS LES PROGRAMMES DE FACILITATION DU COMMERCE ET DE MODERNISATION DES DOUANES

Cotecna est une référence mondiale dans le domaine de l'inspection, la sécurité et la certification commerciale. Cotecna associe technologie de pointe et transfert des connaissances à des services innovants, conçus sur mesure, pour améliorer et sécuriser le contexte des échanges commerciaux dans le monde entier.

Cotecna, un leader dans les projets BOT et PPP

- > Inspections des marchandises avant embarquement et à destination
- > Services scanner
- > Services de gestion du risque (SIAR®)
- > Evaluation en douane avant ou après la déclaration en douane (ValueQuest®)
- > Suivi électronique de transit (Cotrack®)
- > Vérification de conformité
- > Inspections commerciales
- > Certification & formation

Cotecna Inspection Congo
77, Rue Kouanga Makosso
Quartier Ndjindji
BP4551 - Point Noire
Tel. +242 05 550 00 02 - Tel. 06 621 40 40
contact@cotecna.cg

Boulevard Denis
Sassou-N'Guesso
BP 226 - Brazzaville
Tel. +242 05 550 00 10

COTECNA

40 ans d'expérience | 100 bureaux dans le monde | 4000 employés et agents

www.cotecna.com



Tractafric Congo : actions multiples pour une responsabilité sociétale prouvée



PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN BANZOUZI MALONGA

Installée au Congo depuis plus de soixante-dix ans, Tractafric Congo est très célèbre pour son expertise avérée dans les solutions de vente, de location et d'entretien des véhicules légers, lourds et des engins industriels. Son activité s'étend également dans les solutions de production d'énergie et de maintenance de l'activité énergie des sites industriels. Mais au-delà, l'entreprise est plutôt avisée sur sa responsabilité sociétale. En témoignent ses différents programmes contribuant à la résolution des questions de santé et de formation professionnelle des citoyens, ou encore d'embellissement de la ville. Les détails avec Durlon Abiaga, le directeur général de Tractafric.

Pouvez-vous nous dire comment s'articule actuellement la politique de responsabilité sociétale chez Tractafric ?

Au-delà de la distribution et la maintenance d'équipements et véhicules, nos activités se traduisent aussi par un comportement éthique et surtout par une responsabilité en faveur du bien-être des populations. C'est-à-dire en répondant à certaines attentes des citoyens. C'est ainsi que nous avons élaboré un programme sur plusieurs axes. Entre autres, la formation professionnelle avec le programme *Technicians for africa*, la question de santé avec le projet de distribution des lunettes optique, et enfin l'amélioration de notre voisinage urbain. Toutes ces problématiques sont au cœur de notre groupe Al Mada dont l'exigence environnementale et sociétale est forte.

En quoi consiste le programme Technicians for Africa ?

Il s'agit d'une formation en ligne, donc sur internet, sur la mécanique Caterpillar. C'est totalement gratuit, il suffit de s'inscrire et de suivre la démarche indiquée sur le site (il suffit de taper simplement : www.techniciansforafrica.com). Il n'y a pas de prérequis, on peut partir du niveau zéro si on n'a pas de connaissances en mécanique. Pour ceux qui suivent déjà une formation technique ou qui sont déjà mécaniciens, c'est une excellente manière d'approfondir les connaissances. Les cours sont virtuels, certes, mais très bien illustrés, très intéressants, avec beaucoup d'interactivité et d'animation, des explications très claires, etc. Nous avons initié une grande campagne de promotion jusque dans certaines structures de formation de la place. Et au bout de trois à six mois, si le parcours est bien suivi, on obtient un certificat de réussite estampillé Caterpillar dans les domaines de l'électricité, l'hydraulique et les transmissions, avec un peu de HSE. À ceux qui ont obtenu leur certificat nous offrons l'opportunité de passer un stage pratique dans nos ateliers. Ce certificat peut être utilisé sur le marché du travail pour un emploi de technicien dans les secteurs de l'automobile ou de l'équipement lourd. Par ailleurs, dans le cadre d'action spécifique, Tractafric a pris en charge la formation d'une jeune femme au métier de marketing. Nous l'avons accueillie venant d'un orphelinat, complètement démunie, et maintenant elle exerce au sein de l'entreprise.

Tractafric est engagé dans une action de distribution de lunettes médicales. De quoi s'agit-il exactement ?

C'est un très important projet du point de vue de son impact social. Nous allons en effet très prochainement faire une distribution gratuite de 4 000 paires de lunettes médicales ou optiques qui vont être données aux populations dans le besoin. Ces lunettes ont été collectées en Espagne par l'intermédiaire de la fédération espagnole des Lions Club et le centre de recyclage basé à Alicante.

Une équipe Tractafric basée à Puteaux, en région parisienne, a coordonné cette opération en Europe pour que ce généreux colis arrive au Congo. L'opération de distribution se déroulera en deux phases. En association avec des associations à forte implantation locale, nous allons procéder tout d'abord à l'identification et au recensement des personnes nécessiteuses et concernées par des affections pathologiques. La deuxième étape consistera à faire la distribution proprement dite. Il est à noter que cette opération s'adressera à toutes les générations du fait que les montures correspondent à tous les âges des enfants aux personnes plus âgées. Nous espérons par cette action significative contribuer modestement à l'amélioration des conditions de vie des plus démunis.

Quelle activité Tractafric a-t-il menée en faveur de la municipalité ?

Au niveau de la municipalité, nous avons participé à l'amélioration du voisinage urbain immédiat de notre entreprise. Nous avons effectué un renouvellement de la façade de l'avenue Marien-Ngouabi et la rue transversale. Ce renouvellement de la façade a été réalisé tout d'abord pour améliorer le dispositif d'accueil de nos clients et partenaires et mettre à jour l'ensemble des conditions de travail de nos équipes tant sur le plan technique que commercial. Par ricochet, l'ensemble des travaux réalisés et inaugurés par les plus hautes autorités de la place permet l'amélioration du paysage urbain sur ces deux rues adjacentes. Tractafric démontre là

sa participation continue à son environnement en dépit de la conjoncture économique difficile actuelle. C'est un engagement fort de notre responsabilité en tant qu'entreprise citoyenne. En somme, c'est une action de plus démontrant que nous croyons au fondement de la région du Kouilou et du pays tout entier. Nous avons une vision à long terme de notre implantation locale. Enfin, je vous parlerais des activités citoyennes récurrentes comme « la Journée de la femme ». Tous les 8 mars de chaque année, Tractafric, à travers son personnel féminin, réalise des œuvres et des dons aux orphelinats et personnes en situation d'indigence. En dehors des actions quotidiennes vis-à-vis de nos collaborateurs, voilà en quelques mots en quoi se décline notre politique en matière de RSE.

Et comment se décline la politique du local content à Tractafric ?

Sur cette question, je peux résumer notre action de manière suivante. En 2014-2015, il y avait 22 expatriés européens à Tractafric dans diverses fonctions de management. Ce nombre a été divisé par 10. Des actions de formations du personnel local ont permis d'augmenter fortement la représentation des managers africains et locaux dans l'entreprise. De plus, nous avons instauré avec notre responsable financier une ouverture tous azimuts aux prestataires locaux dans l'ensemble de nos appels d'offres. Le local content est non seulement une politique d'entreprise, mais également une nécessité de renforcement de la dynamique économique locale.

TRACTAFRIC EQUIPMENT,
À VOS CÔTÉS
QUELQUE SOIT VOTRE PROJET

VENTE MATERIEL NEUF & OCCASION
MAINTENANCE & REPARATIONS,
LOCATION MATERIEL, PIÈCES DE RECHANGE.

Agence POINTE-NOIRE
85 boulevard du Président Marien Ngouabi - BP : 697
Tél. : +242 06 665 40 30 - congo@tractafric.com

Agence BRAZZAVILLE
Avenue Edith Lucie Bongo Ondimba - ZI Mpila - BP : 113
Tél. : +242 05 061 50 35 - congo@tractafric.com

+242 06 665 40 30
WhatsApp

La société Chevron Overseas Congo Limited et sa responsabilité sociétale en République du Congo

La société Chevron Overseas Congo Limited (COCL) est une filiale de Chevron Corporation, l'une des plus grandes sociétés d'énergie intégrées au monde. Le succès de la société est d'une part, basé sur la « Voie Chevron », une charte interne qui permet d'obtenir des résultats en respectant les valeurs telles que la diversité et l'inclusion, les performances de niveau mondial, l'intégrité et la confiance, le partenariat avec les parties prenantes, la protection des personnes et de l'environnement, et d'autre part, mené par l'ingéniosité et l'engagement de ses employés et de leur application des technologies les plus innovantes au monde. Chevron est impliquée dans pratiquement tous les aspects de l'industrie énergétique.

Chevron Congo détient également 31,5% de participation dans le permis Haute Mer, en partenariat avec la société Total E&P Congo et la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC). En sus des permis d'exploitation Nkossa, Nsoko et Moho-Bilondo, Chevron est partenaire dans les projets d'investissement majeur tels que la Phase 1 bis et Moho-Nord. Dans le permis Haute Mer B dont le groupe contracteur comprend la société Total E&P Congo, la SNPC et Oryx ; Chevron détient 20,4% de participation.

La responsabilité sociétale de COCL s'inscrit dans sa vision d'être un partenaire de choix en République du Congo et sa stratégie de bâtir une entreprise de classe mondiale qui s'appuie sur des valeurs qui la distinguent et guident ses actions afin d'obtenir des résultats de premier plan pour les actionnaires et les communautés auprès desquelles elle opère. C'est à ce titre qu'elle dispose, en dehors des obligations contractuelles, de programmes sociaux principalement axés sur l'éducation et la santé, cela en corrélation avec les plans nationaux de développement.

Des investissements dans les infrastructures scolaires

Plusieurs projets communautaires dans le domaine de l'éducation ont ainsi été réalisés par COCL en partenariat avec les communautés locales. Cette approche participative a permis de définir les axes prioritaires d'intervention, notamment le renforcement des capacités d'apprentissage des enfants à travers des cours de soutien, et l'amélioration des conditions structurelles des établissements scolaires. Dans cette perspective, Chevron a entamé un vaste projet de construction de bâtiments scolaires à l'école primaire de Nanga, un quartier périphérique et densément peuplé de la ville de Pointe-Noire, situé dans l'arrondissement n°6 Ngoyo. Deux bâtiments aménagés de tables-bancs, bibliothèque et bureaux administratifs ont permis d'accroître la

Lutte contre le paludisme à Tchiamba-Nzassi

En République du Congo, COCL est engagée depuis 1991 dans plusieurs projets les plus novateurs et ambitieux de Chevron, parmi lesquels le développement de l'unité Lianzi, une unité 50/50 formée entre la République du Congo et la République d'Angola pour laquelle COCL est l'opérateur. À travers ce projet transfrontalier ambitieux, Chevron déploie ses capacités techniques en apportant du chauffage électrique direct (DEH) au pipeline sous-marin qui achemine la production d'huile du champ Lianzi. Cette nouvelle technologie, utilisée pour gérer les questions de flux, est déployée pour la première fois en Afrique centrale à cette profondeur d'eau et sur une telle distance d'environ 42 km.







Aker Solutions est un fournisseur mondial de services à l'industrie pétrolière et gazière couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur avec Aker Solutions Congo SA en tant que notre entité locale; jusqu'à présent engagé dans le marché du Congo profond en fournissant des systèmes de production sous-marins. Aker Solutions Congo SA a signé un Accord de partenariat avec Emexdis Engineering, une société locale. Emexdis Engineering est une société d'ingénierie locale de renom disposant d'une capacité locale importante et d'une liste de référence étendue couvrant tous les principaux acteurs du secteur pétrolier et gazier congolais. Sur la base de la capacité et des compétences sous-marines locales existantes d'Aker Solutions et de la capacité d'ingénierie locale d'Emexdis, nous travaillerons pour introduire toute la capacité d'Aker Solutions au Congo.

Nouveaux services qu'Aker Solutions peut fournir au marché du Congo

- FEED et services d'ingénierie
- Opérations et maintenance
- Intégrité des actifs (AIM)
- Brownfield EPC, M&M
- Soutien à la fin de vie de champs pétroliers et /ou gaziers
- Déclassement

Aker Solutions Congo SA | Pointe Noire
 Croisement Rue Ngeli Ngeli et 26 Rue Tchikata, Quartier Wharf, Arrondissement 1 Lumumba
 BP 1154, Pointe Noire, République du Congo
 Tel (Standard): +242 06 510 37 18 | Fax: | www.akersolutions.com

capacité d'accueil de cette école dont l'effectif a été multiplié par six, passant de 300 élèves en 2014 à 1 885 en 2019, avec en filigrane une amélioration du taux de réussite moyen de 52% à 75% pendant la même période. Pour assurer la pérennité de ces infrastructures scolaires, un comité local de gestion incluant les partenaires sociaux de cette école, aide la direction de l'école à assurer la prise en charge financière des enseignants volontaires et la maintenance de cette école publique en plein essor.

Soutien pédagogique

Le deuxième projet phare vise à renforcer les capacités d'apprentissage de la langue française des élèves du cours moyen CM1 et CM2 des écoles primaires. Dans le cadre d'un partenariat avec le centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard, ce projet a pu ainsi accueillir 400 élèves en 2018, tous âgés de 8 à 15 ans, provenant de 52 quartiers et issus de 137 écoles publiques et privées des six arrondissements de la ville de Pointe-Noire. Grâce à ce projet qui couvre la période des trois mois des grandes vacances scolaires, de juillet à fin septembre, plus de 90% des élèves ont obtenu la moyenne en orthographe, grammaire, conjugaison et vocabulaire à l'évaluation finale contre 50% à l'évaluation initiale. Ce projet annuel mis en œuvre depuis une dizaine d'années va s'élargir en 2019 avec l'accueil de 600 enfants.

Engagement social et sanitaire

L'approche RSE de Chevron s'étend aussi au soutien associatif à travers un apport à plusieurs ONG, notamment dans le cadre de la prise en charge des enfants en situation de rue, des enfants orphelins du VIH-Sida et de la réinsertion professionnelle de jeunes filles en situation d'échec social et scolaire. Avec l'association des Petites Sœurs des Pauvres que Chevron soutient depuis des décennies, les personnes du troisième âge sont ainsi accompagnées chaque jour au centre « Ma Maison » qui leur offre un lieu de refuge, réconfort, soins et écoute.

Dans le domaine de la santé, la réponse aux situations d'urgence sanitaire fait partie des axes d'action de Chevron : appui au centre de santé intégré de Diosso dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Chikungunya, appui multiformes au centre de santé intégré de Tchiamba-Nzassi, et lancement de campagnes de santé publique chaque année dans la prévention et l'apport en soins, notamment en matière de lutte contre le paludisme et le VIH-Sida. Après avoir effectué un diagnostic communautaire, Chevron a initié l'« Opération Sourire » en partenariat avec le diocèse de Pointe-Noire qui a permis d'opérer gratuitement, à Dolisie et à Pointe-Noire, une centaine de personnes, majoritairement des enfants, souffrant de fentes labiales et de hernies inguinales et ombilicales.

Outre sa propre approche sociétale, Chevron est impliquée dans la réalisation de grands projets éducatifs dans le cadre du développement du projet Moho-Nord dont l'opérateur du groupe contracteur est la société Total E&P Congo. Ces deux projets concernent, d'une part, la construction de la faculté des sciences de l'Université catholique du Congo-Brazzaville à Liambou dans la région de Pointe-Noire, et d'autre part la construction du campus Terre d'École à Kintélé, dans la région de Brazzaville.

Dans la perspective de renforcer son action dans le cadre de sa responsabilité sociétale, Chevron

a lancé une approche stratégique d'investissement social inclusive, impliquant ses experts et ceux des parties prenantes extérieures, au sein de pôles de réflexion sur les questions d'éducation, de santé, du développement des initiatives économiques de base et du contenu local.

Nouveau bâtiment scolaire de l'école primaire de Nanga à Pointe-Noire.



COFCAO
Cocoa & Agroforestry

Cultivons ensemble l'agriculture de demain

WWW.COFCAO.COM

La préservation de la biodiversité : les enjeux pour Cofcao

Cofcao est une société agricole spécialisée dans la production cacaoyère implantée dans le district de Souanké du département de la Sangha.

MME PEIXOTO MENDES ARMINDA



La question de la conservation de la biodiversité est un enjeu crucial, et cette préoccupation est largement partagée par Madame Peixoto Mendes Arminda, PDG du groupe Cofcao : « Nous développons des systèmes agroforestiers complexes, et tout l'enjeu de notre activité est de conserver une biodiversité fragile tout en minimisant les impacts liés à notre activité. La certification VCS® et CCB® de toutes nos plantations est une de nos multiples exigences afin d'intégrer dès le début de nos activités nos priorités relatives à l'engagement de notre RSE.

La biodiversité est essentielle pour réaliser le développement durable et les priorités régionales et nationales dont l'éradication de la pauvreté et pour le bien-être des communautés limitrophes de nos activités. » La biodiversité est un atout vital des économies locales. Elle soutient directement notre activité économique et les emplois dans notre secteur. Notre production dépend de la biodiversité et des services que fournissent les écosystèmes. Les milliers de variétés de plantes et de races animales sont issues du riche pool génétique des espèces sauvages.

La biodiversité est également le socle de la fertilité des sols, de la pollinisation, de la lutte contre les parasites et de tous les aspects importants de la production raisonnée pour laquelle Cofcao a souhaité dès le départ afficher ses ambitions en termes de RSE et sa volonté d'abolir tout usage de pesticides et d'intrants chimiques.

Protéger les peuples et la nature

Cofcao a un projet d'implantation de 2200 ruches dans ses plantations vise deux objectifs principaux à augmenter la pollinisation et à éloigner les pachydermes des zones de production. La biodiversité est le fondement des moyens d'existence durables. Les avantages que procure la biodiversité revêtent une importance vitale pour les populations vulnérables telles que les peuples autochtones qui coopèrent avec Cofcao au quotidien.

Il est également important de rappeler que le Congo est le seul pays de la sous-région à avoir voté une loi qui vise la protection et la promotion de ces peuples s'agissant de la loi 5-2011 du 25 février 2011. Les savoirs traditionnels associés à la biodiversité sont également importants et sont utiles, non seulement pour ceux qui en dépendent dans leur vie de tous les jours, mais aussi pour Cofcao s'agissant de la production cacaoyère.

La biodiversité est la pierre angulaire du travail, des systèmes de croyance et de la sur-



vie fondamentale de nombreuses femmes. La prise en compte des connaissances et du rôle des femmes dans la conservation de la biodiversité et son utilisation durable peut assurer leur pleine participation et, par conséquent, contribuer pour beaucoup au développement durable. La protection des forêts du Bassin du Congo joue un rôle crucial dans la réduction des impacts d'événements extrêmes, et Cofcao souhaite y contribuer activement avec une démarche proactive visant la préservation de ce patrimoine exceptionnel.

• www.cofcao.com



Un partenaire local pour vos projets intégrés



Nos services:

- Visite Capacités
- Construction Métallique
- Construction Mécanique
- Maintenance Industrielle
- Maintenance Conditionnelle

Contacts: 05 027 61 09/ 05 334 08 23
Email: info@cotech-cg.com

www.cotech-congo.com

Les Mucodec, une microfinance résolument tournée vers la RSE

Parmi ces changements, il y a entre autres la réduction de la consommation de papier ; la diminution des fréquences d'utilisation de l'ascenseur par les usagers situés aux étages inférieurs ; la sensibilisation sur l'extinction des lumières et des climatiseurs en cas d'absence prolongée du bureau ; l'installation dans tous les bâtiments des extincteurs, des détecteurs de fumée, d'alarmes alerte incendie et les précautions d'abandon et de destruction de certains déchets dangereux (consommables informatiques, cartouches d'encre, batteries, huiles moteur...).

Sur le plan de la qualité de vie et du travail, l'on peut noter que la QSE se décline également aux Mucodec à travers des opérations de lutte contre le VIH-Sida, les campagnes de sensibilisation sur de nombreuses maladies, les visites médicales annuelles, la prise en charge maladie à 100% des salariés et de leurs ayants droit, ainsi que le financement des activités sportives pratiquées par les salariés et élus (administrateurs bénévoles).

La Responsabilité sociétale de l'entreprise fait partie depuis quelques années des « us et coutumes » à la Fédération des Mucodec (Mutuelles congolaises d'épargne et de crédit). C'est en 2012 que la Fédération des Mucodec s'est engagée dans cette démarche dite « RSE ». Implémentée d'abord en interne par le truchement de la QSE (Qualité-Sécurité-Environnement), la RSE a intégré la culture de cette entreprise par un engagement de toutes les parties prenantes, qui ont signé chacune la charte RSE. Ainsi, les élus et salariés des Mucodec se sont engagés à adopter des attitudes et pratiques favorables au développement durable par l'impulsion des comportements éco-responsables.

JEAN BANZOUZI-MALONGA

Une Fondation à l'œuvre autour de quatre axes

Les Mucodec se définissent comme une entreprise citoyenne qui évolue dans un écosystème social et environnemental avec lequel elle interagit au quotidien. Pour cela, elle a élargi sa démarche RSE au-delà de l'entreprise. Dans une approche

de recherche de performance globale. C'est dans cet élan qu'a été créée en 2015 la Fondation Mucodec dont les actions reposent sur quatre axes essentiels : la santé, l'éducation, l'environnement et la culture. La Fondation Mucodec a été portée sur les fonts baptismaux le 13 avril 2018 à Brazzaville lors d'une cérémonie qui lui a permis

d'offrir au ministère de la Santé et de la Population un don constitué de 3 000 kits de médicaments pour la mère et l'enfant d'une valeur de 63 millions de francs CFA. Lesquels kits ont été réceptionnés par Jacqueline Lydia Mikolo, ministre de la Santé et de la Population, et distribués à près de vingt centres intégrés de santé à travers le territoire national.

Lors du lancement de cette Fondation, le président du conseil d'administration fédéral des Mucodec, Florian Mougngue Biantanda, mettait en relief les objectifs de cette démarche RSE en ces termes : « *Notre organisation, qui est une mutuelle participant au développement des personnes et des entreprises, évolue dans un écosystème confronté à divers aléas sociaux et environnementaux. C'est en cela que la RSE nous oblige à faire un "investissement socialement responsable", c'est-à-dire un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant ou en soutenant des projets qui s'inscrivent dans le sillage du développement durable. Vu que notre cœur de métier c'est collecter l'épargne et la redistribuer aux sociétaires sous forme de prêts et que l'un des principes du mutualisme est "l'engagement envers la communauté par des opérations de mécénat ou de partenariat qui contribuent au développement durable et social", nous avons pensé qu'il était de bon aloi de mettre en place une entité qui devrait s'occuper de l'implémentation hors de l'entreprise de cette démarche, qui sortait de nos pratiques quotidiennes. D'où la création de la Fondation Mucodec.* »

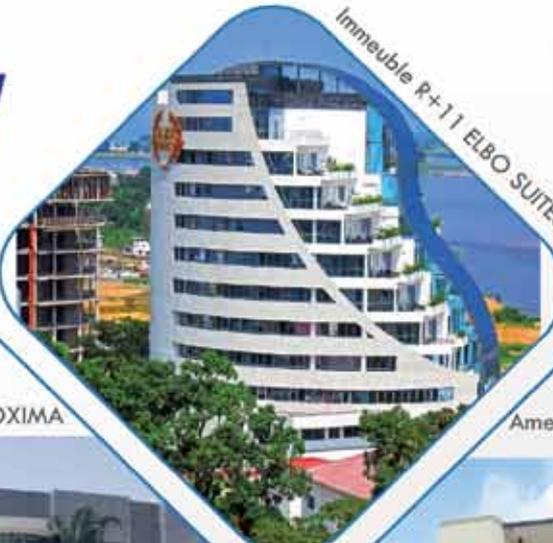


GETRAN INTERNATIONAL CONGO

Qualité et sécurité dans les délais

- Construction de bâtiments à usage commercial et d'habitation
- Réhabilitation et restructuration de bâtiments
- Construction de bâtiments à usage industriel
- Construction de Villas résidentielles
- Génie civil et travaux portuaires
- Conception et ingénierie

Immeuble R+11 ELBO SUITES



BGFIBank PROXIMA



American School Bzv



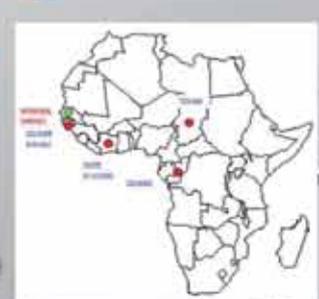
R+4 LCB Bank Ouenze



Canal Olympia Bzv

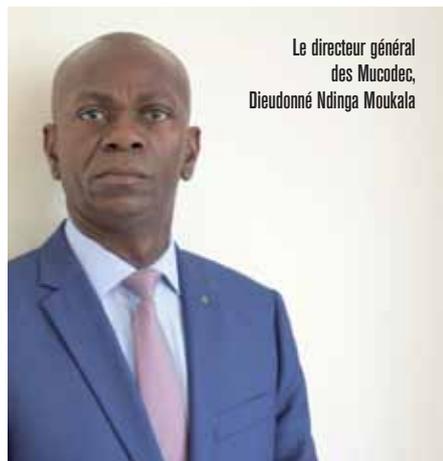


1^{er} Etage Lorcia,
Cité Clairon BP: 369
Brazzaville,
République du Congo
Tel : (+221) 06 402 16 06
Email : getran.cg@gmail.com
www.groupegetran.com



De l'importance de l'éducation

Pour cette année 2019, la Fondation Mucodec entend appuyer le secteur de l'éducation. C'est dans cette veine que le directeur général des Mucodec, Dieudonné Ndinga Moukala, a conféré en fin 2018 avec le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Anatole Collinet Makosso. « *Nous aimerions participer à l'amélioration de la qualité de notre système éducatif national. Nous avons jeté notre dévolu sur l'enseignement de base, notamment le cycle primaire. Tout part de là. Il faut relever le niveau de la formation de base pour prétendre un jour avoir de bons élèves dans nos collèges et lycées. Nous projetons de soutenir le ministère de tutelle en faisant un don de plusieurs milliers de manuels scolaires pour les enfants, et de guides pédagogiques pour les enseignants qui encadrent cette pépinière du pays. N'étant pas du domaine, nous avons souhaité en discuter avec le ministre et ses experts pédagogiques* », avait déclaré en substance le directeur général des Mucodec au sortir de l'audience accordée par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation.



Le directeur général des Mucodec, Dieudonné Ndinga Moukala

Bien avant l'existence de la Fondation, la démarche RSE des Mucodec se manifeste depuis près de dix ans par le soutien à de nombreux événements socioculturels ou environnementaux, soit par Radio Mucodec (promotion gratuite, émissions) ou par des partenariats avec des entités comme l'Institut français du Congo, le Fespam, le festival de rire « Tuseo », le festival « Bimoko », le festival « Ici c'est Brazza », le festival de théâtre « Mantsina sur scène », le festival « Nsangu Ndji-Ndji », la Foire du terroir de Madingou et bien d'autres activités.

La contribution de l'Industrie forestière de Ouesso aux objectifs de développement durable des Nations unies

Les sociétés privées ont un rôle essentiel à jouer pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et Interholco (IHC), avec sa filiale IFO (Industrie forestière de Ouesso) basée en République du Congo, n'est pas une exception.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN MALONGA BANZOUZI

En 2015, les Nations Unies ont adopté 17 objectifs globaux et holistiques à atteindre d'ici 2030, qui concernent le Nord et le Sud. Pour la première fois, les gouvernements se sont mis d'accord sur le fait que les challenges auxquels fait face la société internationale, dont la pauvreté, la faim, les inégalités, le climat, la dégradation de l'environnement, la prospérité, la paix et la justice, sont interconnectés et que chaque secteur doit participer à l'effort collectif.

En ce qui nous concerne, le bois durable – made in Africa, produit phare IHC/IFO – engendre de nombreux coproduits tels que la préservation de la biodiversité, l'atténuation du changement climatique, le développement rural, le bien-être social et la croissance économique.

En fait, les acteurs certifiés de la filière bois africain tel qu'IFO au nord du Congo sont des catalyseurs d'importantes réalisations dépassant largement le seul cadre des forêts à travers de nombreux autres paysages.

Commençons par la forêt elle-même, le paysage environnemental immédiat ; les produits bois issus des forêts africaines gérées de manière durable aident à les protéger, à les conserver pour les générations futures, mais ils aident également à maintenir des paysages forestiers intacts.

Comme la forêt est un écosystème, et que des millions de personnes dépendent d'elle pour leur subsistance, s'occuper d'une forêt signifie aussi prendre soin d'un paysage social. Chacun des produits bois d'IHC/IFO contribue au développement, pour les em-

ployés – en leur donnant accès à des salaires équitables et concurrentiels, puis pour leurs familles et communautés – en leur prodiguant des soins médicaux, l'éducation ainsi que l'accès à l'électricité et à de l'eau potable. Les produits bois IHC/IFO sont mis sur le marché, stimulant la croissance économique au niveau local et international. Comme la production de bois certifié durable est déterminée par le marché, nous nous engageons dans des campagnes et dans des projets de sensibilisation visant à augmenter l'intérêt pour les matériaux de construction renouvelables, convaincus que nos produits forestiers peuvent satisfaire les besoins de consommateurs tournés vers l'avenir, répondant à leurs préoccupations et à leurs attentes (notamment dans la construction de maisons modernes en bois).

Le climat des affaires constitue une menace pour l'investissement dans le développement durable

La croissance économique est conditionnée par la capacité à investir, mais les nouvelles dispositions fiscales définissent les contours d'une situation complexe. Interholco a investi 6.6 Mia FCFA en République du Congo, entre 2016 et 2018, afin de soutenir sa filiale IFO, responsable de la récolte durable et de la transformation du bois, au nord du pays. Les avantages fiscaux accordés à IFO par l'État ont permis le développement industriel jusqu'en 2016. Or, l'abrogation imminente (en cours de discussion) des avantages fiscaux par la loi de finances 2019 réduira à zéro la capacité d'investissement dans le futur de IFO. Les impacts s'annoncent très lourds, non seulement en matière de développement industriel mais aussi au niveau de la masse salariale, dont les effectifs ont progressivement augmenté depuis 2011.

Sans profit généré, une société ne pourra pas continuer ses activités. La nouvelle loi de finances 2019 est en train de mettre en danger la pérennité de la société et celle du secteur forestier en général, ce qui exige une remise en question de son application dans les plus brefs délais. Par rapport aux évolutions proposées dans le cadre du Code forestier, l'introduction du partage de production et de la transformation intégrale des grumes sur le territoire national aurait un lourd impact supplémentaire. Le quota de grumes export de 15%, génère néan-



moins un surplus d'activité, essentiel à la rentabilité de la société pour poursuivre les opérations et les investissements.

L'ensemble de ces évolutions mérite une vraie étude approfondie des impacts sur les emplois directs et indirects, sur les bienfaits pour les collectivités locales, sur l'économie du département de la Sangha ainsi que sur les recettes fiscales en faveur de l'État. La rentabilité des entreprises forestières certifiées est donc un véritable moteur de développement et de croissance. Sans compter que le bois provenant des forêts africaines gérées de façon durable est une belle matière première renouvelable à l'infini, jouant un rôle clé dans la capture et le stockage du CO₂.

Les produits bois IHC/IFO respectent la législation nationale ainsi que la réglementation internationale : certification FSC, droits du travail, droits des travailleurs, droits de l'Homme ou accords avec les collectivités locales. Nous faisons de notre mieux pour vérifier régulièrement l'adéquation de nos actions avec les attentes des employés, des communautés riveraines, des populations autochtones, de la société civile, des représentants gouvernementaux, des experts scientifiques, des organisations internationales et des clients.

• Pour en savoir plus : www.interholco.com (voir icônes ODD : Objectifs de développement durable)

À propos d'Interholco

Depuis 1962, Interholco est au service d'une clientèle internationale recherchant du bois de qualité supérieure « made in Africa ». La société Interholco, basée en Suisse, est l'un des fournisseurs internationaux leader de bois durables, de la récolte à la transformation en produits bois de haute qualité: grumes, sciages et plus. En plus de trois scieries de transformation, de nombreux séchoirs, d'un atelier de lamellés-collés et d'un atelier de rabotage, Interholco gère une concession forestière d'un 1,1 million ha certifiée FSC en République du Congo (Brazzaville) avec sa filiale IFO (Industrie forestière de Ouesso), employant une main-d'œuvre internationale, diversifiée et dévouée d'environ 1 000 personnes. Interholco dessert plus de 50 pays dans le monde entier, des importateurs aux utilisateurs industriels finaux.

Interholco s'engage à faire de la transformation du bois durable « made in Africa » la norme, en tant que matériau renouvelable qui améliore la qualité de vie des habitants de la région, tout en protégeant la forêt et sa faune si précieuse. Interholco soutient l'initiative Fair&Precious dans son objectif d'améliorer la reconnaissance sur le marché du bois durable d'Afrique, selon des critères techniques, environnementaux et durables.

Politique de recrutement

Étant donné les différentes techniques de transformation du bois et le fait que celles-ci exigent l'acquisition de compétences spécifiques, la formation a un rôle de tout premier rang. Compte tenu des difficultés pour recruter du personnel ayant les compétences requises, Interholco est constamment à la recherche de personnes talentueuses et motivées qui n'ont pas peur de se retrousser les manches. Il suffit d'envoyer une lettre de motivation et un CV à HR@interholco.com

OLYMPIC PALACE

Séjour, Charme et Gastronomie

54 CHAMBRES LUXES • 3 SUITES PRESTIGES • 1 SUITE EXECUTIVE



- Chambres spacieuses : vue sur piscine, Internet wifi, coffre-fort, mini-bar...
- Salles de réunion, salle de banquet de 1000 m², idéales pour la réalisation de toutes vos manifestations
- Détente : piscine dans un cadre de verdure unique
- Restaurant «Le Missatas» : cuisine gastronomique européenne et mets raffinés congolais
- Restaurant «l'Oriental» : cuisine de spécialités marocaines et libanaises
- «Gusto» grill tapas, pizzas : au bord de la piscine ; brunch tous les dimanches
- Centre de fitness d'exception avec espace de musculation, saunas, Jaccuzzis ainsi que deux salles de massages thaïlandais
- Galerie de boutiques



Olympic Palace Hôtel
15, avenue de l'Amitié
BP 1050, Brazzaville - Congo
Tél. : +242 22 281 12 49 / +242 05 730 16 16
E-mail : contact@olympic-palace-hotel.net
www.olympic-palace-hotel.net



Les efforts remarquables de conservation au cœur de Brazzaville de la forêt de la Patte d'Oie, dominée aujourd'hui par des espèces allochtones (eucalyptus, acacia, pins et autres).

Afrique

Le traitement des déchets : un défi écologique et économique

49

Région

Les villes congolaises et le développement durable

JEAN-JACQUES SAMBA

Le Congo est un pays faiblement peuplé, avec une population estimée aujourd'hui à un peu plus de 5 millions d'habitants sur 342 000 km² ; son taux d'urbanisation est par contre de près de 70%. Il était de 10% en 1945 et 34% en 1965 selon les notes sur les centres urbains secondaires au Congo-Brazzaville publiées par Alain Auger dans les Cahiers d'outre-mer en 1968. L'urbanisation s'est particulièrement développée pendant la dizaine d'années des municipalisations accélérées lancées à partir de 2004, qui ont transformé tous les chefs-lieux et autres localités des départements en villes et certaines communautés urbaines en communes.

DL'extension exponentielle des villes congolaises, sur des terrains souvent aux sols fragiles, inappropriés à l'habitat, est impulsée par la cupidité des propriétaires fonciers. Les pluies provoquent souvent des érosions en creusant des ravins qui menacent les habitations et la sécurité de la population. Face à cela, la population réagit généralement d'une manière dérisoire en comblant les ravins béants avec des ordures et des épaves des véhicules. Les inondations accompagnant fréquemment le ravinement – du fait de l'absence de réseaux idoines de canalisation des eaux pluviales et les énormes difficultés de collecte des ordures de toutes sortes liées à l'inaccessibilité de certaines zones d'habitation – maintiennent les habitants dans une insalubrité. L'érosion détruit parfois les réseaux de distribution d'eau et d'électricité et prive les habitants de l'accès à l'eau potable et à l'électricité. Ces extensions incontrôlées des villes, où les populations vivent souvent dans des conditions de précarité, ne leur garantissent pas souvent l'accès aisé aux infrastructures sociales de

base (routes et transports, écoles, hôpital, marché...) qui concourent fondamentalement au bien-être.

Le réseau hydrographique des villes

D'une manière générale, les grandes villes congolaises sont arrosées par un réseau de ruisseaux et de rivières, formant des bassins d'écosystèmes de biodiversités, alimentés par des sources naturelles et les eaux pluviales. Malheureusement, le développement urbain des dernières décennies a transformé ces bassins en déversoirs des eaux usées et polluées des égouts, collectant les écoulements et les ordures des habitations, des micro-unités industrielles ou artisanales disséminées dans les quartiers. Les eaux polluées de ces bassins se déversent principalement au fleuve Congo pour Brazzaville, et à la mer pour Pointe-Noire. Dans certains cas, ces zones humides sont devenues des véritables cloaques. Cette pollution des eaux qui servent également de gîtes à la reproduction des moustiques et d'autres insectes nuisibles affectent gravement la santé des habitants de ces zones urbaines humides.

L'aménagement des grandes canalisations pour les différents bras de Madoukou dans les quartiers Ouenzé, Poto-Poto, Mougali et Makélékélé à Brazzaville participe dans une large mesure à la salubrité des zones drainées. Cet aménagement fait partie d'un ensemble de travaux d'assainissement des voiries urbaines, lancés en 2010 à Brazzaville et Pointe-Noire, dans le cadre du Projet Eau Electricité et Développement urbain (Peedu) cofinancé par le gouvernement congolais et la Banque mondiale, pour le drainage et le pavage des voiries urbaines et des branchements d'eau des ménages. Il est complété par le Projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquap), cofinancé également par le Congo et la Banque mondiale à hauteur de 120 millions de dollars américains, lancé depuis avril 2017 et qui couvre les villes de Brazzaville et Pointe-Noire.

L'urbanisation, une menace pour la forêt

Les forêts périurbaines sont menacées en permanence par l'extension des villes, autant que les plus éloignées, qui sont détruites pour l'approvisionnement urbain en bois de chauffe et en charbon de bois. Les besoins croissants des ménages urbains en énergie et leur faible accès à l'électricité et au gaz font de la forêt



la principale pourvoyeuse de matières énergétiques indispensables que sont le bois et le charbon. En favorisant la destruction de la forêt, l'urbanisation contribue indirectement au processus du réchauffement et du changement climatique, par les grandes quantités de carbone relâchées dans l'atmosphère, sous forme notamment de dioxyde de carbone ainsi que d'autres gaz à effet de serre. Personne n'ignore le rôle important que jouent les forêts tropicales en enfermant le carbone de l'atmosphère dans leur végétation grâce à la photosynthèse. Les efforts remarquables de conservation au cœur de Brazzaville de la forêt de la Patte d'Oie, dominée aujourd'hui par des espèces allochtones (eucalyptus, acacia, pins et autres) après avoir perdu

l'essentiel de ses espèces indigènes, sont louables et encourageants. D'autres villes telles que Pointe-Noire présentent une image désolante de dénuement en arbres, comme la plupart des grandes avenues et rues de Brazzaville, naguère bordées de badamiers, de l'arbre couramment appelé « bois de fer » et de manguiers.

Les options de construction des immeubles contre-nature

Le béton et les vitres sont devenus systématiquement omniprésents dans les nouveaux bâtiments énergivores à cause de leur indispensable climatisation. Même dans les localités où la tradition locale était la construction à la brique en argile cuite, le béton et les vitres dominent dans toutes les constructions, en dépit des exigences de la

climatisation, alors que le déficit en électricité est général.

Le parc automobile et la pollution sonore, deux préoccupations des villes congolaises

L'état et l'accroissement du parc automobile dans les villes affectent lentement mais à coup sûr la santé des habitants, victimes de maladies respiratoires en lien avec les gaz d'échappement. L'afflux des vieux véhicules d'occasion importés et l'inefficacité des services de contrôle technique transforment les rues et avenues en couloirs enfumés par des gaz plus ou moins visibles.

La pollution sonore

Elle est la forme la plus flagrante de la violation des droits des citoyens dans les villes congolaises. Cette pollution générée par le mauvais état des véhicules, les événements sociaux (veillées funèbres et fêtes) et religieux (cultes et veillées de prières), dont l'impact sur la santé humaine est malheureusement sous-estimé, s'amplifie. L'existence d'une législation en la matière est bien loin de dissuader ceux qui en sont responsables.



NATIFCRED

Nous vous accompagnons pour :

- ✎ Crédit Individuel
- ✎ Crédit Solidaire
- ✎ Crédit 24H
- ✎ Crédit affaires
- ✎ Epargne
- ✎ Dépôt à Terme
- ✎ Transfert d'argent
- ✎ Domiciliation de salaire
- ✎ Protect Emploi (Assurance Chômage)
- ✎ Change
- ✎ Micro Assurance




Natifcred est une microfinance de deuxième catégorie
 Décision COBAC : D-2018/111 du 16 Janvier 2018
 Agrément Arrêté N° 6789/MFB-CAB
 Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 276.000.000 de Frs CFA
Siège Social : 50 avenue Raymond Paillet Rond Point Lumumba - Pointe Noire - Congo Brazzaville
Service Clientèle : 06 602 32 34 / 04 402 32 35 - www.natifcred.com



Le traitement des déchets : un défi écologique et économique

Les actes de consommation, ressorts des mécanismes de croissance dans le monde, ont pour corollaire la production de déchets, eux aussi en croissance constante. À tel point que leur traitement est devenu une préoccupation majeure et un élément constitutif du problème environnemental qui se pose à l'humanité. Cette croissance de la consommation concerne aussi le continent africain, lui qui est trop souvent la destination finale de déchets issus de produits consommés ailleurs que sur ses terres. Entre la nécessité de construire des infrastructures de traitement à grand coût et celle de gérer l'urgence à court terme, le risque de « trop-plein » est réel.

DIDIER BRAS

Ils arpentent les rues de Lagos au Nigeria avec détermination, enfourchant leur tricycle équipé d'un large réceptacle à l'arrière de leur machine. Ces cyclistes insolites sont chargés de récupérer les déchets recyclables (bouteilles en plastique, papiers, cartons, canette de soda...) de 15 000 foyers lagotiens qui ont adhéré au projet de Wecyclers*, une start-up créée par la Nigériane Bilikiss Adebiji Abiola en 2012. En contrepartie, les « donateurs » cumulent des points qui seront convertis en espèces ou en objets ménagers. L'idée, comme le souligne Mme Abiola, consiste à « travailler avec des communautés à faibles revenus pour les aider à tirer de la valeur de leurs déchets ». À titre d'exemple, dix points récoltés équivalent à 10 nairas (0,025 centime d'euros) par kilo de déchet recyclé (plastique, carton, aluminium...). Les contributeurs peuvent aussi directement apporter leurs déchets recyclables dans l'un des quatre centres de tri de la société, contre une rémunération un peu plus élevée. Après la collecte, les déchets sont transformés par Wecyclers qui les vend ensuite à des entreprises de recyclage. L'entreprise, qui emploie aujourd'hui plus de 120 salariés, a déjà récupéré plus de trois mille tonnes de déchets depuis sa création en 2012. Cette idée opportune lui a valu des soutiens de poids comme les géants américains Unilever, Coca-Cola, mais aussi le transporteur DHL, ainsi que différentes récompenses internationales dont, fin mars 2019, le prix de la Fondation du

roi Baudouin (une institution belge du nom de l'ancien souverain) doté de 200 000 euros. De quoi financer le développement de la société, y compris au niveau international avec notamment une implantation d'ores et déjà envisagée chez le voisin béninois.

Une floraison d'initiatives locales vertueuses

Cette réussite d'une start-up africaine dans le domaine du traitement des déchets est loin d'être la seule, comme en témoigne par exemple l'initiative assez semblable menée par l'entreprise Coliba* en Côte d'Ivoire, qui récupère les déchets plastiques via une application Web, Mobile et SMS avant de les recycler. À plus grande échelle, l'inauguration récente de la première usine de traitement des déchets électroniques (appareils électroménagers, téléphones, ordinateurs, etc.) à Yaoundé, la capitale camerounaise, signe aussi une avancée en la matière. On peut noter également la démarche assez originale de la société camerounaise Madiba Nature (*lire encadré p. 50*) qui utilise les déchets plastiques pour créer des objets pour le moins insolites. Il convient aussi de relever avec bonheur les décisions politiques adoptées par une dizaine de pays africains qui interdisent la fabrication des sacs plastiques (dont le Kenya, le Maroc, la Mauritanie, le Cameroun, le Congo, la Guinée-Bissau, la Tanzanie, l'Ouganda, l'Éthiopie, le Mali, le Malawi et le Bénin) dans la foulée du Rwanda, pionnier en la matière, qui a décrété cette interdiction il y a déjà quinze ans.

L'Afrique subsaharienne très exposée

Mais en dépit de telles démarches vertueuses, la situation globale en matière d'accumulation des déchets demeure très préoccupante sur l'ensemble de la planète, et particulièrement au sud du Sahel. Le magazine *Forbes* a publié l'année dernière un triste palmarès des villes les plus concernées dans le monde par l'accumulation de décharges sauvages débordant de matériaux toxiques, équipements électroniques et chimiques au milieu des ordures ménagères. Parmi les vingt-cinq villes les plus touchées par ce phénomène, on en comptait quinze en Afrique subsaharienne, avec des conséquences sanitaires considérables sur fond de contamination des ressources hydriques, des terres, de l'agriculture, du bétail, et une augmentation patente de la pollution de l'air.

Quand la Chine dit non

Dans la logique d'une croissance tirée par la consommation, règle qui prévaut partout dans le monde, on mesure à quel point la résolution de ce problème du traitement des déchets est une gageure. D'autant que la Chine, qui a longtemps été la première destination du recyclage des certains déchets, a décidé l'année dernière de stopper ses importations de déchets – en grande majorité en provenance d'Europe et des États-Unis – pour des raisons écologiques, en dépit de l'impact économique défavorable sur son secteur local du recyclage, pénalisé de fait par cet arrêté des autorités chinoises. Une décision pourtant pragmatique lorsqu'on sait à quel point l'empire du Milieu a fort à faire en interne avec cette problématique de la gestion des déchets et de la pollution d'une manière générale. Cette mesure chinoise concerne vingt-quatre catégories de déchets solides, dont certains plastiques, les papiers et les textiles. Depuis, les industriels exportateurs de déchets explorent des solutions de repli qui mèneraient vers des marchés de substitutions en Inde, au Pakistan ou au Cambodge.

De l'art de contourner les conventions

Mais au regard des volumes à traiter, on peut craindre le développement de marchés de contrebande dont l'Afrique serait aussi l'objet, comme c'est le cas pour les fameux DEEE, ces déchets d'équipements électriques et électroniques dont l'exportation est normalement interdite par la Convention internationale de Bâle. Pour rappel, cette convention entrée en vigueur en mai 1992 avait été conçue afin de réduire la circulation de déchets entre les pays, et plus particulièrement pour éviter le transfert de déchets dangereux des pays les plus riches vers les pays en développement. Mais, premier écueil, cette convention n'est que peu contraignante dans le sens où elle ne prévoit pas de réelle sanction à l'encontre des pays qui ne respecteraient pas leurs engagements. Rappelons également que sur 166 États parties à la convention, l'Afghanistan, Haïti, et surtout les États-Unis l'ont signée... mais ne l'ont pas ratifiée. Par ailleurs, dans les faits, la convention est souvent contournée via des lots cachés et non contrôlés au fond des containers, ou encore le recours à la qualification de produits d'occasion quand il s'agit en réalité de vrais déchets électriques ou électroniques. Des importations dont le continent africain se passerait bien, d'autant que la croissance du marché des objets électroniques (téléphones, ordinateurs) en son sein l'oblige aujourd'hui à devoir traiter en interne une quantité de « e-déchets » supérieure à celle générée par l'Europe, selon les évaluations du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Nouvelle donne

Il fut un temps où ce marché de dupes entre, globalement, le Nord – gros consommateur de biens divers et par conséquent important producteur de déchets – et le Sud semblait satisfaire les différentes parties, selon des intérêts implicites exprimés en ces termes par l'économiste français Philippe Chalmin, spécialiste des marchés de matières premières : « Plus vous êtes riches, plus vous produisez des déchets. Et plus vous produisez des déchets de qualité, potentiellement valorisables. » Mais dans les faits, et au regard des volumes qui s'accumulent dans les pays en développement,

La production de déchets dans le monde par an

(en millions de tonnes)

Asie de l'Est et Pacifique : **468** MT

Asie du Sud : **392** MT

Europe et Asie centrale : **334** MT

Amérique du Nord : **289** MT

Amérique latine et Caraïbes : **231** MT

Afrique subsaharienne : **174** MT

Moyen-Orient et Afrique du Nord : **129** MT

Sources : Banque mondiale, données 2018



cette notion de « valorisation » des déchets est pour le moins sujette à caution. Ainsi, la disparité entre les normes environnementales rigoureuses adoptées par les pays industrialisés et la situation sanitaire catastrophique de certains de ces pays en développement interpelle grandement. Avec en creux le sentiment que l'Afrique demeure la destination finale de déchets qui plombent les

économies nationales plus qu'ils ne servent une véritable force économique, qui est d'ailleurs le plus souvent informelle dans le cas présent. Symbole de l'intrication des problèmes, ce constat selon lequel les déchets illégalement parvenus permettent aux plus démunis de l'économie informelle de survivre semble objectif. Mais il souligne aussi la nécessité d'un essor

économique qui se traduise par de réelles créations d'emploi, contributrices aux recettes nationales, indispensables pour investir en matière d'éducation, de communication et de construction d'infrastructures pour répondre au défi du traitement des déchets. Comme une manière de boucler la boucle.

* <http://wecyclers.com> - <http://www.coliba.ci>

Des volumes toujours plus importants

Le monde produit un peu plus de 2 milliards de tonnes de déchets municipaux chaque année. Ils sont issus du métal (4%), du verre (5%), du plastique (12%), du papier (17%), et de l'alimentaire (44%). Au rythme de la consommation globale sur la planète, les prévisions portent sur une augmentation des déchets de 70% d'ici 2050, ce qui amènerait ce volume à 3,4 milliards de tonnes. Dans les pays à faibles revenus, plus de 90% des déchets sont mal gérés, avec un impact pour ces pays les plus pauvres, notamment en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de risques naturels majeurs.

Sources : Banque mondiale, données 2018

Madiba et Nature, l'imagination au pouvoir !

Le plastique ? Source de tous les maux en matière de pollution environnementale, enfant maudit des dérivés pétroliers... On dit pis que pendre de ce polymère omniprésent dans notre quotidien, mais aussi, malheureusement, trop souvent au coin des rues ou au fond des océans. Pourtant, une entreprise camerounaise a eu l'ingénieuse idée de récupérer les innombrables bouteilles plastiques vides disponibles pour fabriquer... des pirogues, et même des maisons en plastique !

Tout est parti de la mésaventure d'Ismaël Essome Ebone qui, en 2011, doit s'abriter promptement pour se protéger de la pluie qui tombe du ciel de Douala. Depuis son refuge improvisé, il observe les rues de son quartier rapidement inondées, en grande partie à cause de ces bouteilles plastiques qui obstruent les conduits d'évacuation. Par association d'idées, il imagine qu'en les rassemblant il pourrait construire une petite embarcation, tout en soulageant l'obstruction de ces conduits ! Traduisant ses intentions en actes, il décide de fabriquer sa première pirogue de récupération en collectant

quelque 1 000 bouteilles, avant de les assembler par blocs de dix pièces avec de la ficelle. Défiant les rieurs et les sceptiques, il va vite démontrer à quel point son concept d'embarcation se révèle fiable. Puis, en 2016, naît l'association Madiba et Nature, vouée au recueil de dons, à la participation élargie de bénévoles, mais aussi à transmettre des messages éducatifs sur la pollution plastique et son impact désastreux sur les écosystèmes au sein des écoles et des universités.

Et comme si les constructions de pirogues ne suffisaient pas, c'est ensuite un programme de construction de maisons en plastique dédiées aux plus pauvres auquel Madiba et Nature consacre des efforts. Aujourd'hui, Madiba et Nature s'est développé et mène plusieurs combats de front dans les domaines de l'innovation à travers des modèles écologiques de recyclage et de construction



© Madiba Nature

d'infrastructures diverses, l'assistance et le conseil technique, notamment auprès des associations locales, et des actions de partage et d'échanges à visée pédagogique et de formation. Décidément, l'eau a bien coulé dans les rues de Douala depuis cette première averse féconde...

• Pour en savoir plus : <http://www.madibanature.com>



Enceinte du Port Autonome
de Pointe-Noire - BP 548
Tél. Standard : 05 720 85 41 / 05 697 21 02
E-mail : pointe-noire@comisav.com
www.comisav.com

" COMISAV, cabinet d'expertise maritime et industrielle, entre dans **Un Nouveau Cap !**

Par notre expérience, notre réseau en Afrique et notre panel de compétences, nous avons pour ambition d'être le leader dans notre domaine et satisfaire nos clients est notre principale exigence."

DOMAINES D'INTERVENTION

- **Contrôle technique** : évaluation de matériel roulant, contrôle engin de levage et manutention...
- **Expertise après sinistre (I.A.R.D.)** : expertise automobile, incendie, dégât des eaux...
- **Evolution préalable** : évaluation mobilière, sûreté de fonctionnement...

POURQUOI NOUS CONTACTER ?

- Constatation des dommages
- Détermination de la nature de l'avarie, de son importance, de sa cause et de son origine
- Mesures conservatoires
- Conservation des recours contre les tiers responsables
- Prévention des sinistres

AGRÈMENTS & HABILITATIONS

CCAMF (Comité Central des Assureurs Maritimes de France-1952)
CESAM (Comité d'Etude et de Services des Assureurs Maritimes et de Transport de France -1988)
Société Classification (PBS-IRS-1998)
Marshall Island Flag (2002)

NOS MOYENS

Officiers de marine
Ingénieurs
Sapiteurs
Techniciens Supérieurs
Agents de maîtrise





SCP
CABINET LE MITOUARD
un conseil de qualité lié à une grande expérience

• **DROIT DES SOCIÉTÉS** •

• **DROIT DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE** •

• **DROIT DOUANIER, DROIT MINIER ET PÉTROLIER** •

• **DROIT COMMERCIAL ET DES CONTRATS** • **DROIT FISCAL** •

QUI SOMMES-NOUS ?



SCP CABINET LE MITOUARD est une société de conseils fiscaux agréés Cemac implantée depuis des années à Pointe Noire en République du Congo. Pour répondre aux enjeux stratégiques et économiques de leurs clients, les équipes de la SCP-CLM société civile professionnelle mobilisent leurs expertises techniques et connaissances sectorielles approfondies. En tenant compte des réglementations en évolution constante, ils aident les entreprises à construire les solutions créatrices de valeurs adaptées à leur stratégie. Nos clients bénéficient d'une relation de proximité avec nos conseils. Cette proximité favorise un contact permanent, et permet ainsi une qualité de service reposant sur :

- Un contrôle de qualité
- Des solutions juridiques et fiscales éprouvées
- Une approche globale tenant compte de la réglementation communautaire Cemac

SCP CABINET LE MITOUARD :
92 Avenue Charles de Gaulle, Rond point Kassai • BP 606 Pointe Noire - REPUBLIQUE DU CONGO
cabinet-lemitouard@yattoo.com • info@scp-cabinet-lemitouard.com
Pour toute question ou pour prendre rendez-vous, nous appeler au :
+242 05.546.50.60 / +242 06.663.50.60 / +242 06.668.65.65

CANALBOX L'INTERNET DEDIE AUX PROFESSIONNELS PRO

**BOOSTEZ LA COMPETITIVITE DE VOTRE ENTREPRISE
AVEC LA FIBRE OPTIQUE**



**TRES HAUT DEBIT GARANTI
ET SYMETRIQUE JUSQU'A 10 Gb/s**



**CONNEXION INTERNET
ILLIMITEE ET STABLE**



**RESEAU INDEPENDANT
ET DE QUALITE**



**SERVICE CLIENT PREMIUM
24/7**



**FLEXIBLE ET ADAPTE AUX BESOINS
DE VOTRE ACTIVITE**

COMMENT EN PROFITER ?

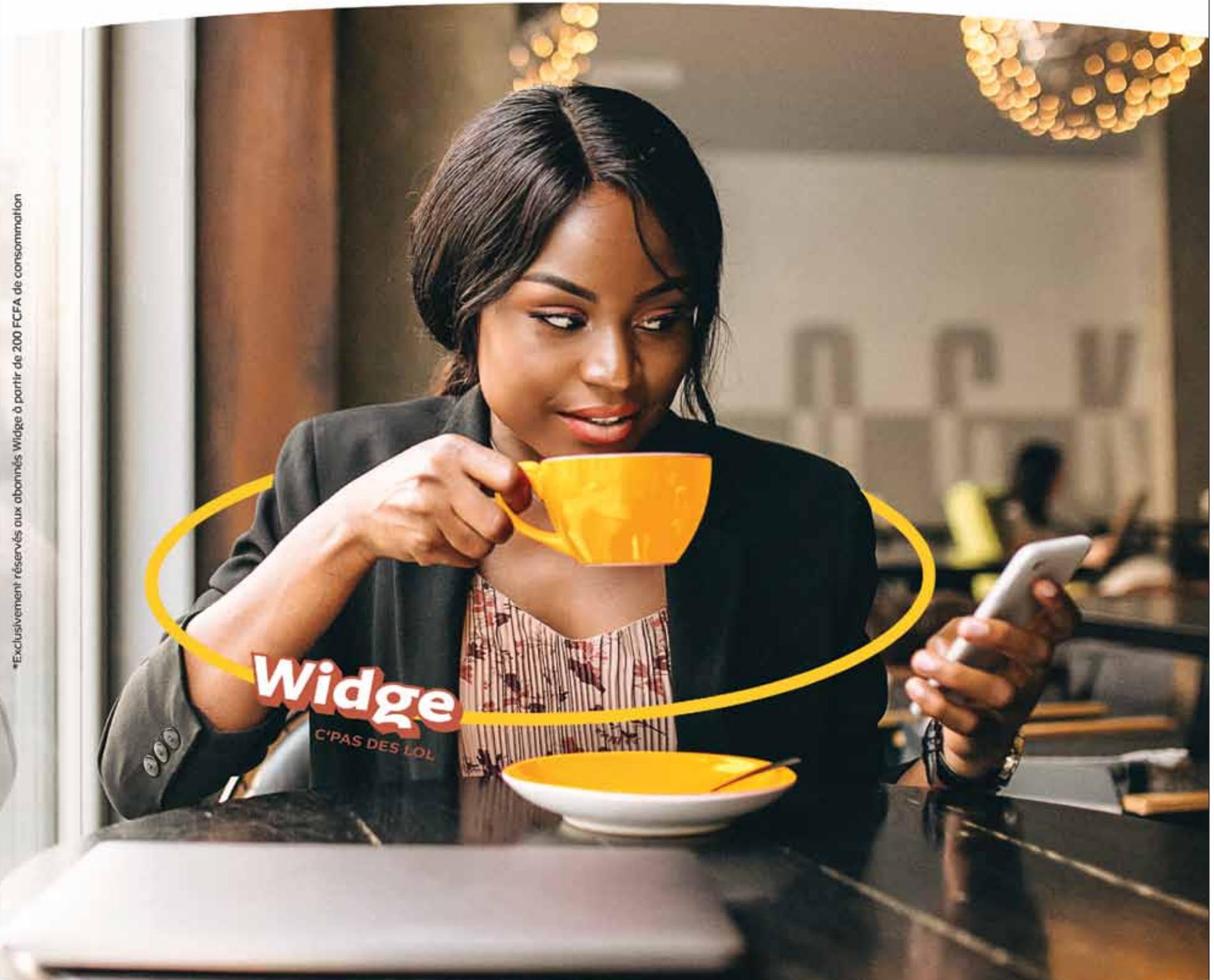
► **Ecrivez-nous**
canalboxpro.congo@gva.africa

► **Contactez-nous**
06 704 21 21 (Coût d'un appel local)

CANALBOX PRO est une offre de GVA Congo, SAS au capital de 10.000.000 Francs CFA ; RCCM : CG/PNR/18B397
CANALBOX PRO est une offre soumise à condition notamment d'éligibilité technique et géographique
Voir Conditions Générales d'Abonnement

Découvrez les avantages de l'univers Widge

Des bonus d'appels, des Giga et des remises offerts* auprès de nos partenaires *everywhere you go*



*Exclusivement réservés aux abonnés Widge à partir de 200 FCFA de consommation



mfncongo.net

Tapez *222#